

**LE PARIS**  
**DE L'HUMAIN**  
**ET DE LA**  
**PLANÈTE**



**PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

**Fédération de Paris**



## **SOMMAIRE**

Introduction

2001-2019 : une majorité de gauche offensive,  
des communistes engagé·e·s pour un Paris pour  
toutes et tous

### **5 PRIORITÉS POUR PARIS**

1. Le Pari·s de l'humain
2. Le Pari·s de la planète : une révolution sociale  
et écologique de la production et de la  
consommation à Paris
3. Le Pari·s du renouveau démocratique
4. Le Grand Pari·s de l'égalité
5. De nouveaux financements pour un Pari·s des  
services publics, de la création de richesses au  
bénéfice de tou·te·s les habitant·e·s

## **ENSEMBLE, RÉVOLUTIONNONS PARIS !**

En mars 2020 à l'occasion des élections municipales, les parisiennes et parisiens devront faire un choix pour l'avenir de leur ville. Nous leur proposons de faire le Paris de l'humain, de la planète et de l'égalité.

Une ville pour toutes et tous, une ville faite pour celles et ceux qui y vivent et travaillent, quelles que soient leurs ressources. Une ville qui relève les défis de notre temps.

Le projet que nous vous présentons, accompagné de propositions concrètes, a été élaboré collectivement par les communistes.

Il a vocation à être mis en débat, à être enrichi pour devenir le programme d'un rassemblement populaire. Un rassemblement sur un programme de gauche pour une politique juste et utile à tou·te·s les parisien·ne·s.

À cette effet nous lançons plusieurs débats dans les arrondissements de Paris et créons le laboratoire d'idées *le Paris de l'humain, de la planète et de l'égalité* ouvert à toutes et tous pour enrichir ce programme.

## INTRODUCTION

Nous voulons que Paris, la capitale de la France, soit gouvernée par une majorité de gauche dans laquelle les communistes soient la force motrice d'une révolution nécessaire. En effet, les réponses capitalistes aux défis de notre temps, fondées sur une exploitation sans limite des êtres humains et des ressources naturelles, et les rapports de domination minent les bases même d'une civilisation humaine. L'heure est à dépasser une organisation sociale centrée sur la réalisation de profits toujours plus élevés et l'accaparement des richesses par une infime minorité concentrant l'essentiel des pouvoirs. **Nous voulons une nouvelle société centrée sur l'accomplissement d'une humanité riche et épanouie, le droit à une vie digne, le droit au bon vivre, le droit à l'émancipation.** Une société fondée sur le partage et la collaboration, prenant soin de tous et de tout.

**En 2001, l'arrivée à Paris d'une majorité de gauche offensive, à laquelle les élu·e·s communistes ont pris toute leur part, et les mandats qui ont suivi ont permis de transformer notre ville,** d'améliorer concrètement la vie de centaines de milliers de parisien·ne·s à travers la construction de milliers de logements sociaux, le développement des services et équipements publics, en particulier dans les quartiers populaires, des politiques sociales, jusqu'à l'extension récente de la gratuité dans les transports publics pour de nombreux·ses parisien·ne·s.

**Notre ville, ses habitant·e·s, affrontent une menace d'une ampleur inédite : la crise du mode de développement capitaliste qui s'amplifie dans les métropoles mondiales.** Notre ville affronte l'accélération de la gentrification, accompagnée d'une montée en puissance de multinationales qui imposent leur loi, auxquels les pouvoirs nationaux refusent de s'attaquer. Et, indissociablement, les métropoles ont une responsabilité de premier plan dans la transition écologique à engager partout dans le monde.

**C'est donc une véritable révolution qu'il nous faut mener ensemble à Paris.** Révolution de nos modes de vie, de notre production, de notre consommation, de notre mobilité. Cette révolution est sociale et indissociablement écologique. La clé de cette révolution est bien le service public. Cela implique une autre utilisation de l'argent, une responsabilisation des entreprises et des banques face aux enjeux sociaux et sociétaux.

Pourquoi ? Parce qu'une ville écologique est avant tout une ville durable, une ville de services publics et de proximité, une ville dense. Multiplier les espaces verts ne suffit pas. **Nous voulons garantir par le commun, la proximité et le public, de redonner du pouvoir d'achat, des perspectives d'avenir pour les générations futures et notre environnement, de restaurer la cohésion sociale et de lutter contre toutes les formes d'exclusion. Nous voulons que Paris innove pour relever les défis du climat, de la qualité de l'air et de l'alimentation.**

À la veille des élections municipales de 2020, les communistes en appellent d'abord aux parisien·ne·s. **Ces défis économiques, sociaux et environnementaux, c'est ensemble que nous pourrons les relever, en construisant un réel droit à la ville qui permettra d'engager des transformations pour les générations futures. Aucune majorité n'y parviendra sans la mobilisation citoyenne.** C'est ensemble que nous devons affronter les intérêts privés et le pouvoir national actuel pour obtenir de nouvelles victoires sociales, écologiques, démocratiques et construire un avenir commun. **Nous voulons construire le Paris du renouveau démocratique.**

**Aussi, en 2020, les parisien·ne·s, nous toutes et tous, devons faire un choix.**

Une victoire d'*En marche* ou des autres forces de droite conduirait à livrer Paris aux appétits privés et à défigurer notre ville. Et cela fournirait un point d'appui à Emmanuel Macron pour amplifier sa politique réactionnaire. Leur seule boussole, c'est le profit, la loi du fort, du plus riche. Les conséquences sociales et environnementales seraient désastreuses.

**Nous ne voulons pas de la transformation de Paris en une ville déshumanisée et uniformisée, réservée aux touristes fortuné·e·s**, aux activités financières et à une « élite » salariée, aux parisien·ne·s les plus riches et aux spéculateurs soucieux surtout de faire fructifier leur bien. Une ville qui consomme toujours plus sans aucun temps de respiration et d'apaisement, ni la nuit, ni le dimanche ou les jours fériés. Une ville totalement déréglementée et *ubérisée* au profit des plus riches et au détriment des salarié·e·s et des habitant·e·s. Une ville dans laquelle les transports seraient privatisés, d'*Aéroports de Paris*, qui doit faire l'objet d'un référendum, au *Charles-de-Gaulle Express* – train des riches, reliant la gare de l'Est à l'aéroport pour un prix exorbitant et sans aucun arrêt en Seine-Saint-Denis – en passant par la privatisation de la gare du Nord, plus grande gare d'Europe, dont la gestion est confiée à *Auchan*. Le projet d'Emmanuel Macron et de son gouvernement est de faire de Paris une place financière prétendant profiter du *Brexit* pour rivaliser avec d'autres places. Nous le refusons.

**Nous proposons aux parisien·ne·s une alternative : faire le Paris de l'humain et de la planète.** Construire dans les actes une ville exemplaire dans la lutte pour la solidarité et le climat. Une ville accueillante, une ville de la culture et de l'éducation populaire, du savoir partagé, un Paris démocratique qui donne une place à chacun·e. C'est une révolution contre les spéculateurs soutenus par Emmanuel Macron dont notre ville a besoin.

**Paris, capitale de la France, doit être la capitale de tou·te·s les français·e·s, une ville qui soit « de lumière » et populaire à la fois, à l'image de la France**, une ville pour toutes et tous, une ville faite pour et par celles et ceux qui y vivent et y travaillent, quels que soient leurs revenus et situation sociale.

**Paris, ville qui a accueilli la COP 21, a une responsabilité particulière du local au mondial pour être à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la transition écologique.** Une ville qui améliore la qualité de l'air, lutte contre toutes les pollutions et qui consomme mieux l'énergie pour toutes et tous vivent mieux.

Paris est riche de sa diversité, de ses solidarités, de son histoire, de son patrimoine, de ses moyens humains et financiers. Avec l'envie toujours plus forte et légitime de ses habitant·e·s de s'investir dans la gestion municipale, notre ville peut relever ces défis mondiaux.

Pour construire ce Paris-là, nous avons besoin d'un rassemblement large, populaire, agissant et unissant tou·te·s celles et ceux refusant l'injustice, la violence sociale et la destruction de la planète par le capitalisme.  
**Pour nous, communistes, seul un rassemblement sur la base d'un programme de gauche ambitieux et transformateur, construit et porté collectivement, peut promouvoir une politique juste et utile à tou·te·s les parisien·ne·s.**

**Ensemble, construisons le Paris de l'humain et de la planète !**

## **2001-2019 : UNE MAJORITÉ DE GAUCHE OFFENSIVE, DES COMMUNISTES ENGAGÉ·E·S DANS UN PARI·S POUR TOUTES ET TOUS**

Paris avant 2001, avec la majorité municipale de droite à la tête de la capitale, c'était un Paris conservateur, un Paris des affaires, un Paris qui n'investissait pas pour ses habitant·e·s. Depuis 2001 et l'arrivée d'une majorité de gauche, Paris a beaucoup agi et heureusement. À commencer par l'indispensable travail de mémoire. Car le peuple de Paris n'a jamais accepté l'exploitation et la domination d'une minorité aisée. Pour que les parisiennes et parisiens se rappellent la tradition rebelle et combative de celles et ceux qui nous ont précédé et dont l'action doit continuer de nous inspirer, **nous avons mené un important travail pour la mémoire des événements, des femmes et des hommes qui ont marqué l'histoire de la capitale en se mobilisant pour le progrès social et démocratique.**

Forte de cette histoire, la majorité municipale, sous l'impulsion des communistes dans de nombreux domaines, a engagé de grandes réalisations sociales. En matière de logement en premier lieu. L'habitat insalubre a été pratiquement éradiqué, le nombre de logements sociaux a été multiplié par près de deux. **En 9 ans, grâce à notre municipalité, 100 000 logements à loyer modéré ont été produits à destination des familles, des jeunes, des étudiants et des personnes âgées.** Au total, 550 000 parisien·ne·s, soit quasiment 1 sur 4, vivent en logement public et sont protégé·e·s de la spéculation immobilière. Sans quoi ils/elles auraient été condamné·e·s à quitter Paris.

Dans le même temps, des efforts importants ont été déployés pour rééquilibrer le logement social vers l'ouest et le centre de Paris. Aucun quartier n'a vocation à se dérober à l'impératif de solidarité. Ce volontarisme politique a permis par exemple de multiplier par 6 le taux de logements sociaux dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. À cela s'ajoute la récente bataille pour l'encadrement des loyers, qui a permis de contenir l'augmentation des loyers parisiens, les nombreux dispositifs sociaux comme *Louez solidaire* et enfin la lutte contre les meublés touristiques.

Alors que l'alimentation est le deuxième poste de dépense des parisiennes et parisiens après le logement, **nous avons engagé des politiques pour une alimentation saine et de qualité pour toutes et tous**, privilégiant les circuits courts et travaillant avec les agriculteurs de la région Île-de-France ou des régions limitrophes. C'est pourquoi, suite à une lutte menée par des citoyen·ne·s, des élu·e·s et militant·e·s communistes, deux halles alimentaires ont déjà ouvert à Paris, dans les 10<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements.

Le réseau de bus parisien a été restructuré, avec 100 bus supplémentaires, et l'offre rééquilibrée au profit des arrondissements périphériques et de liaisons Paris-banlieue plus faciles. Le tramway, qui n'était qu'un souvenir datant de 70 ans, fera bientôt tout le tour de Paris. Le réseau cyclable, qui n'était qu'anecdotique, s'est très largement étendu, les espaces publics redonnés aux piétons ont été nombreux. Paris n'est plus du tout la ville du tout-voiture qu'a encore défendue la droite parisienne au moment de la piétonnisation des voies sur berges. De nouveaux espaces verts ont été créés sur plus de 100 hectares.

Mais c'est sans doute du côté des services publics que le changement a été le plus notable. **Le groupe communiste a obtenu des mesures très attendues de gratuité dans les transports en commun pour les enfants**

**de 4 à 11 ans et la moitié du coût de la carte *Imagine R* pour les élèves du secondaire. Nous avons également obtenu la remunicipalisation de la distribution de l'eau, qui a permis une baisse des prix. Plus de 14 000 places en crèche ont été créées : Paris est de très loin le département le mieux équipé dans ce domaine.** Et l'objectif d'une place en crèche pour tous les demandeurs actuels est maintenant à portée de main, ce qui aurait paru incroyable il y a vingt ans.

**La sécurité est aussi une affaire de service public de qualité.** Paris a pu ressentir de manière tragique la nécessité des services publics d'urgence lors des attentats contre *Charlie Hebdo* et *le Bataclan*. Les pompiers, infirmier·e·s, les ambulancier·e·s, les équipes mobiles de santé mentale, les agent·e·s de la Ville, les centres de santé et sociaux, la police, la gendarmerie : lorsque Paris a été durement mis à l'épreuve lors de ces attentats, c'est bien le service public qui a maintenu l'unité de la Ville à flot, qui a été au service direct des habitant·e·s, des familles. Ces services ne se révèlent pas seulement d'une utilité criante mais d'une nécessité indiscutable. Leur travail au quotidien est remarquable. Nous avons besoin que ces services soient traités avec soin et que leurs revendications soient entendues. Dans ce cadre, la question des effectifs est centrale. Le groupe communiste s'est par exemple opposé à la création de la police municipale notamment parce qu'elle irait de pair avec un désengagement de l'État par une baisse des effectifs de la police nationale dans la capitale.

Le groupe communiste s'est battu et se bat contre le tout sécuritaire, pour la paix et la cohésion sociale, contre les dérives de l'État d'urgence. Nous défendons aussi la vérité et la justice, notamment dans l'affaire du triple assassinat des militantes kurdes Fidan Dogan, Sakine Cansız et Leyla Söylemez en 2013. Le travail de mémoire étant toujours primordial, sur une demande des élu·e·s communistes, une plaque a été apposée en 2018 sur l'immeuble où elles ont été assassinées. **Nous avons défendu les travailleuses esclavagisées du boulevard de Strasbourg, dont celles du 57, que la justice a reconnues en 2018 victimes de traite des êtres humains, une première en France dans le cadre d'un conflit du travail !** Nous avons défendu les 17 jeunes du 12<sup>e</sup> victimes de violences policières qui ont assigné l'État en justice. Nous avons soutenu les mouvements lycéens qui luttèrent contre l'expulsion d'élèves dits sans papiers, notamment du jeune Khatchik en CAP dans un lycée du 18<sup>e</sup>. **Nous exigeons depuis plusieurs années de l'État qu'il prenne ses responsabilités dans l'accueil des réfugié·e·s, des exilé·e·s et des migrant·e·s.** Nous avons souhaité que la Ville s'engage toujours davantage dans un accueil digne et fraternel, contre les opérations policières violentes à leur égard commandées par l'État sur le sol parisien. Nous avons à cœur de faire respecter la justice, le droit, la liberté et la dignité de chacune et chacun d'entre nous.

**La solidarité, la cohésion sociale prend corps grâce à nos équipements culturels, sportifs, pour la jeunesse, nos nouvelles écoles, nos nouveaux collèges. Les réalisations ont été très nombreuses, en particulier dans les quartiers populaires.**

Ces réalisations s'inscrivent dans une démarche de défense et de développement de la mixité sociale et scolaire à Paris. Alors que Paris est l'académie où la ségrégation scolaire est la plus forte du pays, les élu·e·s communistes ont été à l'origine de la création de l'Observatoire de la mixité sociale et de la réussite éducative (OPMIRE). **Le groupe communiste a fait adopter une délibération instaurant un mécanisme financier innovant valorisant les collèges contribuant à la mixité sociale.** Ce principe consiste à moduler les dotations financières accordées aux



collèges publics et privés sous contrat en fonction de la mixité sociale de ces établissements.

**Fidèle à ses engagements de campagne depuis 2014, le groupe communiste a également demandé un moratoire sur les restructurations de l'hôpital public et les fermetures de lits.** Ses réorganisations successives, les exigences de rentabilité qui pèsent sur l'APHP l'ont conduit au bord de la rupture. En 2015 le groupe communiste a été le seul groupe de la majorité à voter contre la convention cadre entre la Ville et l'APHP, sur la cession du patrimoine de l'APHP à la Ville. Nous avons également mené le combat tout au long de la mandature contre le projet d'hôpital Nord.

Les communistes ont joué un rôle majeur pour dégager les moyens d'un investissement public utile, pour la création de logements sociaux, d'équipements publics, pour les quartiers populaires. Sans nous il y aurait eu moins de logements sociaux, de crèches. Sans nous, Paris aurait été totalement livrée aux mains des spéculateurs.

Et cette menace demeure, encouragée par les choix patronaux et de l'Élysée, mais aussi par l'illusion que l'on pourrait s'en émanciper sans faire reculer les exigences capitalistes, comme cela a été malheureusement le cas avec le travail du dimanche et de nuit. **Les élu·e·s communistes se sont ainsi opposé·e·s systématiquement et fermement à la généralisation du travail dominical et de nuit à Paris.** Nous nous sommes également opposé·e·s à la *loi El Khomri* qui a amorcé une politique de précarisation massive des travailleur·se·s.

**Nous rejetons une conception de l'attractivité de notre ville visant à attirer les capitaux financiers sans se préoccuper de leur utilisation. Nous y opposons une attractivité fondée sur la réponse aux besoins humains et la préservation de l'environnement.** Aussi, il nous faut maintenant aller plus loin, pour l'humain et la planète, résister aux injonctions des capitaux financiers et des politiques qui sont à leur service, responsabiliser socialement et écologiquement les entreprises et les banques dans la capitale et en Île-de-France.

Dans cet esprit, **le groupe communiste a travaillé à une manière de valoriser la production locale parisienne. Le label *Fabriqué à Paris* créé à l'initiative des communistes en 2017 est le fer de lance d'une politique de relocalisation de la production, de circuits courts, réduisant ainsi les coûts environnementaux et garantissant une plus juste rémunération des travailleur·se·s.** La Ville valorise désormais davantage la production artisanale parisienne, par exemple en mettant en lumière les produits labellisés « *Fabriqué à Paris* » lors du marché de Noël. Ce label est une marque de reconnaissance, de qualité et d'authenticité voulue par les artisans, les parisien·ne·s et les touristes.

Pour coproduire, nous pensons que la démocratie et la participation citoyenne sont des clés de réussite de la gestion d'une municipalité. C'est ainsi que **le groupe communiste a été à l'origine de la création du premier *Conseil économique, social et environnemental de Paris*.** Cet organisme consultatif et indépendant est constitué de 164 conseiller·e·s à parité issu·e·s de divers univers économiques et sociaux afin d'aider la prise de décision politique et redynamiser le dialogue social. Cette instance avait été revendiquée par le mouvement syndical et a été mise en œuvre par les élu·e·s communistes.

Paris, c'est la ville-refuge, la ville-monde, celle qui accueille celles et ceux

qui sont opprimé·e·s partout dans le monde. À ce titre, elle doit veiller à protéger toutes et tous de la violence de nos sociétés. **La lutte contre toutes les formes de discrimination et la protection des droits humains a été au cœur de notre action.** En décembre 2016, sous l'impulsion des élu·e·s communistes, Paris a officiellement lancé le *Réseau parisien de repérage des discriminations* (RéPare) destiné à favoriser l'accès au droit des victimes avec là aussi des formations à destination des professionnel·le·s de l'emploi, de la jeunesse, du logement et la signature d'une charte « zéro discriminations » par les fédérations d'agences immobilières parisiennes. Paris a également institué la Semaine parisienne de lutte contre les discriminations, qui se tient désormais chaque année en décembre à l'échelle du territoire, ainsi que la Semaine parisienne d'éducation et d'actions contre le racisme et l'antisémitisme autour du 21 mars. La mémoire des mouvements LGBT a été valorisée et le projet de centre d'archives, avec une vingtaine d'associations partenaires et l'appui de professionnel·le·s, a été relancé. Nous avons également souhaité que la Ville adhère au réseau *Rainbow Cities Network* afin de faire rayonner sa politique de défense des droits LGBT.

**Paris est en première ligne en matière de lutte pour les droits des femmes, l'égalité femmes-hommes et contre les féminicides.** Depuis l'installation de l'Observatoire parisien des violences faites aux femmes (OPVF) en novembre 2014 à la demande du groupe communiste, la Ville a multiplié la sensibilisation du public et les formations des professionnel·le·s en matière de primo-accueil, d'accompagnement des victimes de violences conjugales, de lutte contre les mariages forcés, de mutilations sexuelles féminines, d'accompagnement des enfants exposés aux violences et de prise en compte des conséquences sur la santé des femmes, de harcèlement sexiste et sexuel au travail et de lutte contre le harcèlement de rue. Grâce au groupe communiste, nous avons obtenu en 2015 la réservation de 50 logements et l'ouverture de 120 places d'hébergement et en 2017 la création d'un second poste au sein de la Ville de Paris pour coordonner l'OPVF. Nous travaillons sur la préfiguration de résidences dédiées dans les 10<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Résultat d'un travail de longue date avec les associations féministes, le groupe communiste s'est mobilisé pour la fin des publicités sexistes et discriminatoires sur le mobilier urbain parisien. En septembre 2019, c'est un hommage à toutes les femmes tuées par leur conjoint ou ex qui a été fait par le dévoilement de leur nom sur le fronton de l'Hôtel de ville. Enfin, une *Cité audacieuse*, rassemblant une grande partie des associations féministes de Paris, ouvrira bientôt ses portes.

# 1. LE PARI·S DE L'HUMAIN

## LE DROIT À LA VILLE CONTRE LA GENTRIFICATION

Les élu·e·s communistes n'ont eu de cesse, tout au long de leur mandat, de se mobiliser contre la gentrification : des milliers de parisien·ne·s sont forcé·e·s de quitter Paris sous la pression spéculative, parce que la vie y est trop chère. Cette bataille de classe, qui était circonscrite aux arrondissements centraux gagne aujourd'hui les arrondissements du nord et de l'est parisien. Paris n'est pas à vendre ! Nous voulons rendre Paris moins cher.

Aussi, les communistes ont été de toutes les luttes pour proposer un autre chemin, celui du droit à la ville par le logement public, le service public et les politiques sociales. Malgré ces efforts, la pression sur les quartiers populaires se fait toujours plus forte et il faut aujourd'hui passer à une nouvelle phase de mobilisation, c'est ce que nous proposons en faisant le *Pari·s de l'humain*.

## UN LOGEMENT POUR TOU·TE·S !

Comme nous l'affirmons en introduction, l'action de notre municipalité pour le logement de toutes et tous a été très offensive lors des précédents mandats et a permis à des milliers de familles de continuer à se loger dans la capitale. Est-ce pour autant suffisant ? Non, à l'évidence. Car la spéculation immobilière n'est pas enrayée pour autant. Comme toutes les grandes métropoles du monde, Paris est confrontée aux loyers chers et au prix exorbitant des logements en accession.

Le défi à relever est d'autant plus redoutable que le foncier se raréfie. De moins en moins de terrains se prêtent à de nouvelles constructions. Paris est déjà une ville très dense. Elle est même la ville la plus dense d'Europe. Pour rendre Paris moins chère et plus accessible, il va donc falloir inventer et mettre en œuvre des outils nouveaux. En outre, nous interpellons l'État pour augmenter le nombre de centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), de centres d'hébergement d'urgence (CHU), et lutterons contre les expulsions de logement par la prise d'arrêtés pour les interdire sans qu'un examen de la situation sociale soit fait et une solution de relogement adaptée soit proposée.

**Nous proposons :**

### **POUR SUIVRE L'EFFORT EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL**

Depuis 2001, le taux de logements sociaux est passé de 13 % à 22 %. Malgré cela, plus de 100 000 parisien·ne·s attendent un logement social, et ce alors que 70 % des ménages parisiens sont éligibles au logement social. Il faut donc poursuivre l'effort, aller vers 30 % de logements sociaux en 2030. La production de logements sociaux doit correspondre au niveau de revenus des demandeurs et tendre à un loyer ne dépassant pas 20 % des revenus des ménages. Dans un contexte de raréfaction du foncier, cette

production se fera prioritairement par la préemption : rachat d'immeubles de logements et bureaux par la ville pour être transformés en logements sociaux. Deux tiers des nouveaux logements sociaux devront être produits dans les arrondissements déficitaires.

Enfin, nous chercherons à recourir à de nouveaux types de matériaux dans les constructions, à des projets de colocation et d'habitat participatif pour favoriser de nouveaux mode d'habiter et mieux répondre à ces attentes qui grandissent. Et nous lancerons une étude pour création d'une régie publique de travaux en partenariat avec plusieurs collectivités.

### **DISSOCIER LE FONCIER DU BÂTI pour lutter contre la spéculation immobilière et faciliter l'accession à la propriété**

Acheter un logement à soi est devenu mission impossible pour une très grande majorité de familles parisiennes, y compris des couches moyennes. Pour y remédier, la ville de Paris dispose désormais d'un outil nouveau : *la Foncière de Paris*. De quoi s'agit-il ? De permettre à un particulier d'acheter son logement sans pour autant acheter le terrain sur lequel il a été construit. Autrement dit, on dissocie le foncier du bâti, ce qui permet de diviser par deux le prix du logement.

Nous proposons donc que la Foncière de Paris soit dotée d'un budget de 1 milliard d'euros sur la prochaine mandature. Elle pourra ainsi acquérir de nouveaux terrains et créer de nouveaux logements acheteables à prix cassés par des familles de couche moyenne. Nous proposons que dans les zones d'aménagement déjà lancées (Bercy-Charenton notamment), les logements en accession initialement prévus soient remplacés par des logements à prix réduit grâce à la dissociation foncier-bâti.

Nous proposons aussi que dans les nouvelles constructions de plus de 800 mètres carrés, on ajoute à l'obligation de 30 % de logements sociaux, 20 % de logements en accession pour les couches moyennes grâce à la dissociation du foncier et du bâti.

### **À L'OUEST DE LA CAPITALE, PLUS DE LOGEMENTS ET MOINS DE BUREAUX**

Bureaux à l'ouest, logements à l'est. C'est longtemps ce modèle qui a prévalu. Nous proposons de donner la priorité au logement accessible dans les arrondissements de l'ouest parisien en interdisant la construction de nouveaux immeubles de bureaux. Ce nécessaire rééquilibrage doit être mis en œuvre à l'échelle de la métropole du Grand Paris et doit s'appuyer sur un schéma directeur d'aménagement de l'Île-de-France (SDRIF), un document contraignant agissant en ce sens.

### **MIEUX ENCADRER LE SECTEUR PRIVÉ**

Près de 80 % des logements relèvent du parc privé. Deux enjeux doivent être relevés.

D'abord, nous veillerons à ce que les logements existant (1,3 million de logements) servent bien à loger des parisiens. Un logement sur six à Paris (17 %) est inoccupé (logements vacants, occasionnels et résidences secondaires), un chiffre en progression. C'est inacceptable ! Face à *Airbnb*, nous voulons aller plus loin en proposant un référendum dès juin 2020 pour permettre aux parisiens de se prononcer sur l'interdiction de la location d'appartements entiers sur *Airbnb* dans les zones les plus tendues. Face

aux logements vacants, nous préconisons que le droit de réquisition soit transféré aux communes. Ainsi, immeubles vacants de logements comme de bureaux retrouveront une utilité sociale. Face au *boom* des résidences secondaires, nous proposons d'interdire l'achat de nouveaux logements par des spéculateurs étrangers.

Ensuite, nous veillerons à ce que les logements loués aux parisiens·ne·s soient accessibles aux familles modestes et aux classes moyennes. L'encadrement des loyers s'applique à nouveau depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019. C'est une bonne nouvelle pour tous ceux qui souffrent de loyers chers, dans une ville où plus de 60 % des habitants sont locataires. Mais nous pensons qu'il faut aller plus loin, l'augmentation des prix dans la capitale n'est pas acceptable. Nous proposons qu'un référendum soit organisé à Paris sur la proposition d'un blocage pur et simple des loyers, pour que les parisiens·ne·s puissent s'exprimer.

Enfin, parce que la spéculation immobilière bat son plein dans notre capitale, nous proposons que sur les terrains maîtrisés par la Ville à l'instar des zones d'aménagement, aucun logement privé ne puisse être réalisé, au bénéfice du logement social, du logement intermédiaire, et de logements en dissociation foncier-bâti.

## **RÉALISER L'ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ, DÉVELOPPER LA MIXITÉ SOCIALE ET SCOLAIRE DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ**

Avant l'entrée en maternelle, les premières années de l'enfant sont cruciales pour son développement, nous pensons donc essentiel de poursuivre l'ambitieuse politique d'accueil de la Ville. Nous proposons l'ouverture de 6 000 nouvelles places en crèche publique et/ou associative pour satisfaire 100 % des demandes actuelles.

De la maternelle à l'université, notre système éducatif est au bord de l'explosion, en butte à une politique nationale de casse qui, sous le nom d'« école de la confiance » instaure en réalité un tri social, dès l'entrée en seconde avec la réforme du lycée, ou dans l'accès à l'université, avec Parcoursup. L'individualisation des parcours, le manque drastique de moyens, la mise en concurrence des établissements et des territoires aggravent les inégalités sociales. L'avenir de nos enfants, citoyens·ne·s de demain, se retrouve lourdement hypothéqué.

Les élu·e·s communistes ont été aux côtés des enseignant·e·s et des familles dans leurs luttes contre les réformes Blanquer et continueront à l'être. À Paris, nous portons des choix radicalement opposés, en agissant pour l'école de l'égalité. Nous veillons à ce que la Ville continue de consacrer des moyens importants à l'entretien des locaux, aux activités scolaires, périscolaires et extrascolaires. Nous sommes opposé·e·s aux transferts de compétences qui permettent à l'État de se désengager et mettent à mal l'égalité d'accès au service public sur tout le territoire. Mais si le service public de l'éducation nationale relève de la politique législative et doit le rester, les mesures que nous déployons à l'échelle parisienne peuvent être un levier pour une autre politique éducative.

Paris est l'académie où la ségrégation scolaire est la plus forte du pays : 35 % des collégiens sont scolarisés dans le privé à Paris. Cette fuite a pour conséquence de très fortes inhomogénéités de composition sociale

des écoles et surtout des collèges. La question de la mixité scolaire, condition de la réussite éducative, recoupe de très nombreux enjeux des politiques éducatives : la sectorisation et la carte scolaire, l'égalité dans l'accès à l'éducation, les politiques publiques relatives aux établissements scolaires qui souffrent de l'évitement... Notre ville est également marquée par une forte présence d'établissements privés confessionnels dont nous contestons le financement public.

Il est nécessaire d'œuvrer également en direction de l'enseignement supérieur car le coût de la vie étudiante à Paris est le plus important en France. C'est un enjeu pour permettre l'accès de toutes et tous à l'université, accès menacé depuis l'instauration de *Parcoursup*, notamment pour les élèves de milieux populaires et issus d'établissements étiquetés « peu attractifs ».

**Nous proposons :**

## **METTRE L'ÉTAT FACE À SES RESPONSABILITÉS**

Nous proposons la création d'un dispositif *SOS Rentrée* : avec les problèmes structurels d'affectation dus à *Parcoursup* et *Affelnet* à différents niveaux, touchant particulièrement les jeunes de catégories populaires et moyennes, nous proposons de mettre en place au sein de la ville de Paris, un dispositif d'accueil et d'aide aux élèves, collégien·ne·s, lycéen·ne·s et étudiant·e·s rencontrant un problème d'affectation, permettant un soutien dans leur dialogue avec le rectorat et les instances éducatives.

Nous serons particulièrement vigilant·e·s aux effets de la mise en place de la réforme du lycée, notamment aux demandes non pourvues d'options. Nous soutiendrons ainsi les batailles menées par les équipes éducatives et les familles pour réclamer à l'académie l'ouverture d'options et assurer un accès égal aux formations à tou·te·s les élèves.

## **L'EXTENSION DE LA GRATUITÉ**

Nous proposons de garantir la gratuité des fournitures scolaires dans l'enseignement public par la distribution d'un kit de rentrée comprenant une trousse pour chaque élève. Cette mesure doit être un point d'appui pour exiger la création d'un fonds national pour financer la gratuité de l'école publique.

## **LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ DES ÉQUIPES ÉDUCATIVES**

Une convention a été signée entre la ville, la préfecture et le rectorat pour mettre à disposition 100 logements supplémentaires par an pour les enseignant·e·s parisien·ne·s. Un dispositif à maintenir, notamment pour lutter contre la précarité des professeurs stagiaires.

Nous poursuivrons la politique d'accessibilité au logement social pour les agent·e·s spécialisé·e·s des écoles maternelles (ASEM), notamment à travers la plateforme *Loc'agents* en direction des agent·e·s municipaux·ales.

## **AGIR POUR LA MIXITÉ SOCIALE ET SCOLAIRE**

**Nous agissons sur la sectorisation**

Nous restons opposé·e·s au subventionnement des établissements privés

et confessionnels. Promouvoir la mixité et la réussite de tou-te-s les élèves passe de façon incontournable par la sectorisation. La redéfinition fine de la carte scolaire permettra de faire progresser la mixité sociale dans de très nombreux établissements. Dans certains secteurs qui présentent de fortes disparités, les multicollèges (plutôt à deux collèges en montée alternée) permettent de définir de nouveaux établissements plus mixtes, qui se détachent des réputations passées.

### **Nous proposons de :**

- redéfinir la carte scolaire des établissements du premier degré et des collèges pour favoriser plus de mixité et d'égalité
- renforcer la liaison école-collège et assurer que les cohortes d'une même école primaire versent dans un même collège pour éviter une « fuite » au moment du passage en sixième.
- développer de nouvelles expériences de multicollèges.

### **Nous poursuivrons la modulation des moyens en fonction de la mixité en l'étendant aux écoles**

Les communistes ont obtenu sur cette mandature le principe d'une modulation des dotations aux collèges en fonction de leur composition sociale. Le constat est que les collèges privés sont (presque) tous des mauvais élèves de la mixité (16 collèges privés accueillent entre 0 % et 1 % de catégories socioprofessionnelles défavorisées alors que les collèges publics accueillent tous plus de CSP défavorisées que leur secteur). La modulation des dotations aux collèges devra donner des différences quantitatives de dotation. Nous proposons d'étendre ce dispositif aux écoles primaires en se donnant les moyens statistiques pour produire des chiffres fiables de mixité. Pour que cette modulation réussisse, nous continuerons, aux côtés des enseignant-e-s et des familles, à mettre l'État face à ses responsabilités en matière d'ouverture de classes et d'uniformisation de l'offre de formation (options, etc.) entre les différents collèges parisiens.

### **Nous permettrons à tout enfant de partir en classe de découverte ou voyage scolaire au moins une fois dans sa scolarité dans les établissements publics**

Les classes découvertes de la ville de Paris sont des moments importants permettant l'épanouissement des élèves, un nouveau rapport au savoir et à l'apprentissage, et contribuant à plus de cohésion. Si le dispositif est fortement apprécié, il manque souvent de moyens au regard des besoins. Nous proposons que tous les enfants des établissements publics aient l'opportunité de profiter de tels voyages au cours de leur scolarité.

### **Nous agissons pour la remise à plat de la sectorisation des lycées et de l'algorithme Affelnet pour créer les conditions de la mixité scolaire dans les lycées.**

Le logiciel qui permet le passage de troisième en seconde opère une réelle sélection scolaire, augmentée d'une part d'aléatoire et d'arbitraire, qui aboutit bien souvent à des lycées de niveau différent. Nous proposons de modifier les critères de cet algorithme pour favoriser une mixité scolaire dans le passage du collège au lycée. Nous veillerons également à ce que l'offre de formation soit la plus égalitaire possible sur le territoire

parisien. Avec la réforme du lycée, la répartition des options en fonction des établissements peut créer d'importantes inégalités. Au côté des enseignant·e·s et des familles, les élu·e·s communistes se battront pour qu'il n'y ait pas de lycée de relégation.

## **AGIR POUR LA QUALITÉ DU PÉRISCOLAIRE ET DE L'EXTRASCOLAIRE**

**Nous organiserons une consultation sur les rythmes scolaires visant à augmenter la qualité des temps d'apprentissage.**

Les rythmes actuels sont fortement contestés par les enseignant·e·s, qui pointent des difficultés causées par des rythmes ne permettant pas les apprentissages dans de bonnes conditions, notamment en maternelle. Si les rythmes scolaires devraient être une question nationale, à Paris la question reste de savoir quelle doit être, en attendant une réforme globale, la meilleure temporalité. Nous demandons une consultation sur les rythmes permettant d'avoir un retour fiable d'expérience.

**Nous renforcerons l'offre périscolaire.**

La nouvelle offre périscolaire a nécessité l'embauche et la formation de nouveaux animateurs et animatrices. Des moyens nouveaux devront être débloqués ; nous défendrons la revalorisation du statut des animateurs et des animatrices par une formation de qualité et la possibilité d'une titularisation et d'une carrière dans les services municipaux permettant un engagement plus important et durable des intervenant·e·s.

Nous développerons, pour l'ensemble des collèges publics, une nouvelle offre de péricollège dans la lignée de l'*Action collégiens* déjà en place : activités culturelles et sportives le mercredi après-midi ; ateliers musicaux et artistiques, en développant les infrastructures culturelles et sportives.

Ce service public municipal doit être un levier pour la mise en place d'un service public national déconcentré du loisir éducatif.

## **AGIR POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE ET POUR LA QUALITÉ DE LA VIE SCOLAIRE ET ÉTUDIANTE**

La recherche publique et l'enseignement supérieur subissent une diminution importante et récurrente du nombre de postes et de leurs moyens financiers. À l'inverse de ce désengagement qui menace le potentiel intellectuel, scientifique et technique à Paris et en France, nous maintiendrons et augmenterons les budgets de la Ville en direction de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans les écoles supérieures de la Ville de Paris comme dans les programmes de soutien à la recherche tels que le dispositif Émergence. Celui-ci sera orienté vers les laboratoires les moins dépendants des sources de financement non récurrentes.

**Pour la qualité de la vie scolaire et étudiante, nous proposons de :**

- contribuer au développement du logement étudiant par la production de 1 000 logements sociaux par an destinés aux étudiant·e·s en complément de l'offre du CROUS
- développer une alimentation saine pour les étudiant·e·s en luttant contre le gaspillage : créer un partenariat avec les halles alimentaires pour que les étudiant·e·s disposent de paniers abordables, de saison et en circuit



court, accompagnés de recettes simples adaptées à leur espace de cuisine réduit et à leur mode de vie.

### **« MINEURS NON ACCOMPAGNÉS » : POUR UNE ÉDUCATION AMBITIEUSE DE CES ENFANTS VULNÉRABLES**

À l'instar des autres enfants, les mineurs étrangers ont droit à la protection et à l'éducation. L'État et la mairie de Paris ont le devoir d'honorer leurs missions d'éducation et de protection à l'égard de ces mineurs particulièrement vulnérables.

#### **Nous revendiquons :**

- la présomption de minorité et donc l'abandon des tests osseux
- leur scolarisation immédiate par l'Éducation nationale
- la création de lieux d'hébergement adaptés à leurs traumatismes : la création de foyers relevant de la double habilitation Assistance éducative et Protection judiciaire de la jeunesse, dotés d'équipes pluridisciplinaires (éducateurs, psychologues et assistant·e·s de service social)
- un budget spécifique alloué à l'Aide sociale à l'enfance permettant l'attribution de contrats jeune majeur afin que les jeunes majeurs étrangers puissent eux aussi obtenir un diplôme au-delà de leur majorité.

Nous rappelons que le PCF s'oppose radicalement à l'utilisation par l'Aide sociale de Paris de fichiers biométriques dans la prise en charge de ces mineurs étrangers.

## **NOTRE SANTÉ EST CAPITALE !**

La situation de la santé à Paris est explosive : fermeture d'hôpitaux et de services hospitaliers, crise des urgences, problèmes environnementaux... Comment accepter dans la capitale de la 6<sup>e</sup> puissance mondiale qu'il existe un écart de sept ans d'espérance de vie à la naissance entre un·e habitant·e du 16<sup>e</sup> arrondissement et un·e habitant·e du 10<sup>e</sup> arrondissement ? Comment accepter à Paris que 2 500 personnes meurent chaque année de pollution atmosphérique ? Comment accepter qu'un tiers des parisien·ne·s renoncent à se soigner pour raisons financières ?

Entre 2015 et 2020, la Ville de Paris aura vu sa population de médecins généralistes baisser de 14,3 % et celle de médecins spécialistes de 0,3 %. La moyenne d'âge des médecins à Paris en 2015 était de 53 ans, la plus élevée de tous les départements d'Île-de-France. Sur les 8 820 médecins exerçant à Paris en 2015, plus de 58 % auront pris leur retraite avant 2026. Et le coût de la médecine de ville dans la capitale est devenu inaccessible pour une grande partie de la population. Paris va donc au devant d'une crise de l'offre de soins importante.

L'accès aux soins des parisien·ne·s est profondément inégalitaire : une double inégalité sociale et territoriale. Nous ne pourrions y répondre

qu'en maintenant et développant les structures publiques sanitaires et médico-sociales. Nous exigeons de l'État un moratoire immédiat à Paris sur les suppressions de poste et de lit programmées à l'APHP et dans l'ensemble des structures publiques, notamment en psychiatrie, l'arrêt des regroupements hospitaliers à l'APHP, notamment l'arrêt de la fermeture de l'hôpital Bichat et de l'hôtel Dieu.

## **AGIR POUR L'ACCÈS AUX SOINS DE PROXIMITÉ**

Les dépassements tarifaires exorbitants rendent financièrement inaccessible les soins de ville pour une large partie de la population. Les pratiques tarifaires des médecins libéraux généralistes et spécialistes entraînent des renoncements de soins et participent à l'afflux de passages aux urgences. Le départ programmé de 50 % des médecins généralistes d'ici cinq ans va aggraver cette situation.

Le maintien et l'ouverture de centres de santé municipaux est urgent, particulièrement dans les arrondissements les plus populaires. C'est la garantie de l'accès aux soins primaires, d'un suivi médical, d'actions de prévention et d'une pratique de tiers payant pour tou·te·s les parisien·ne·s.

### **Nous proposons :**

- le doublement du nombre de centres de santé à Paris en fonction des besoins des territoires
- la création d'un deuxième centre de santé sexuelle dans Paris et l'augmentation des moyens financiers et humains des structures qui réalisent des dépistages.

Les services d'urgence explosent, face à cette situation dramatique, les hôpitaux de l'APHP doivent pouvoir assurer leur mission de service public et garantir l'accès aux soins de la population.

- Nous proposons de mettre en place dans les hôpitaux publics parisiens des consultations de médecine générale adulte et pédiatrique ouvertes sept jours sur sept avec et sans rendez-vous (tarif de secteur 1 sans dépassement et application du tiers payant).

## **AGIR POUR LA JEUNESSE ET L'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES**

Pour la jeunesse, nous proposons une convention entre la Ville et la CPAM pour généraliser le tiers payant aux scolarisé·e·s et moins de 26 ans.

Pour les personnes âgées, nous proposons le doublement du nombre d'EHPAD et le développement des soins de suite et de réadaptation, des structures de jour, de semaine... et la mise en place de services de maintien à domicile pour assurer la prise en charge de la dépendance et répondre aux besoins liés au grand âge et au handicap.

## **AGIR POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉDUCTION DES RISQUES**

Nous pérennisons et développerons les structures de soins et de prévention municipaux : PMI, les centres de dépistages et de prévention...

L'enjeu de la réduction des risques est quant à lui essentiel tant la situation devient critique dans les arrondissements du nord-est parisien. Mais la

réponse aux problèmes d'addiction ne peut se réduire à une approche sécuritaire.

#### **Nous proposons de :**

- Créer de nouvelles salles de consommation à moindres risques, autant pour l'injection que pour l'inhalation. Un retour d'expérience doit être fait sur la première salle qui a ouvert dans le 10<sup>e</sup> arrondissement. Nous devons étendre les horaires d'ouverture et prévoir pour chaque salle de consommation des lieux d'hébergement à proximité pour éviter que les consommateurs stagnent autour de la salle.
- Développer, comme le font plusieurs villes européennes, un service préventif de test de qualité des drogues à la sortie d'établissements de nuit pour informer les consommateurs sur la nature des substances, leur dosage, leur composition et les risques qu'ils courent.

## **GARANTIR UN VRAI SERVICE PUBLIC POSTAL**

#### **Nous proposons :**

- un moratoire sur les fermetures de bureaux de poste et le refus des relais poste
- de revenir à une distribution unique le matin
- de créer dans tous les arrondissements des comités locaux du service public postal associant la Poste, les élu·e·s, les syndicats et les usager·e·s.

## **PARIS, VILLE EXEMPLAIRE POUR L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME ET CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS**

Depuis le mouvement *#MeToo*, les associations et structures de protection et d'accompagnement sont débordées. Malgré les difficultés à déposer des plaintes, celles-ci ont augmenté de façon significative (+ 30 % par exemple à Paris) révélant l'ampleur des violences. Le féminicide est l'expression la plus violente et la plus ultime du patriarcat et des inégalités qui persistent entre les hommes et les femmes. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, 101 femmes ont été tuées sous les coups de leur conjoint ou ex-conjoint selon le collectif *Féminicides par compagnons ou ex*, c'est-à-dire une femme tous les deux jours et demi.

Chaque jour, des couples homosexuels ou lesbiens se font agresser dans la rue, sont discriminés dans l'accès au travail, au logement.

Ce sont des femmes et des hommes qui pour leur couleur de peau, pour leur religion, pour leur origine ethnique sont victimes de racisme ou d'antisémitisme dans toutes les sphères de leur vie.

La lutte contre la traite des êtres humains, contre l'esclavage moderne, la prostitution est un combat que Paris peut et doit encore mener de front dans les années à venir.

Conduire une politique publique d'égalité, de droits humains et de lutte contre les discriminations passe par des moyens pour l'éducation dès le plus jeune âge, par le soutien matériel et financier aux associations, par un changement de conception de l'espace public pour y inclure les femmes, ainsi qu'une élaboration du budget de la Ville qui prenne en compte l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations dans toutes ses délégations.

## **CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS**

- Instituer trois jours incontournables de sensibilisations auprès de tous les enfants : 8 mars contre le sexisme et pour l'égalité femmes-hommes, 21 mars contre le racisme et l'antisémitisme, 17 mai contre les LGBT-phobies.
- Continuer dans la prochaine mandature à nommer des rues et des places du nom de femmes et de militant·e·s de minorités.
- Construire une cité contre les discriminations (à l'image de celle des femmes) où les personnes discriminées pourraient recevoir soutien et conseils et y subventionner des cours
- Plan de sensibilisation contre la sérophobie
- Développer les campagnes de sensibilisation à la prophylaxie pré-exposition (PrEP) et au préservatif dans tous les lieux festifs de la Ville de Paris avec l'aide de Paris Sans Sida et des associations concernées
- Formation à l'accueil de victimes de l'ensemble des agent·e·s de la ville de Paris qui reçoivent du public.

## **AGIR POUR L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME**

- Pour en finir avec les parcours semés d'embûches, nous proposons la création d'unités spéciales d'accueil des femmes victimes de violences dans tous les départements. Lieux dans lesquels les victimes pourraient accéder à la police, la justice, l'aide juridictionnelle, l'unité médico-judiciaire pour faire les constats et les prélèvements et au moins à une association spécialisée. Ces unités devraient pouvoir s'appuyer sur un quota d'hébergements et de logements dédiés, dispositif clé pour la sortie des violences ; et d'un accompagnement par des consultations en traumatisme psychique.
- Agrandir, développer et donner plus de moyens à la *Cité des droits des femmes et de l'égalité*
- Doublement du budget de la ville de Paris en matière de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Augmenter le nombre de logements pour héberger les femmes victimes de violences et développer un accompagnement social, économique, professionnel pour celles-ci.
- Permettre aux femmes de descendre quand elles le veulent des bus

de nuit en généralisant ce qui a été expérimenté par IDF Mobilités sur quelques lignes.

- Continuer à soutenir les associations qui organisent les marches exploratoires permettant aux femmes de se réapproprier l'espace public, en particulier quant aux aspects non sécurisants (manque d'éclairage, environnement dégradé...)
- Généraliser les plans de lutte contre la précarité menstruelle : mettre à disposition des protections hygiéniques gratuites dans plusieurs lieux publics et dans les établissements scolaires.
- Exemplarité de la ville de Paris en direction de ses 55 000 agent·e·s en matière de conciliation vie privée/vie familiale, remplacement systématique de tous les congés maternité et renforcement de l'effectivité du congé paternité (non pris dans 20 % des cas), voire extension pour le rendre similaire au congé maternité. Promouvoir une égalité réelle dans l'accès aux postes de décision et œuvrer à la féminisation des postes de direction dans l'administration.
- Développer l'information et l'accessibilité des structures d'accueil pour les femmes victimes de violences.

### **DÉFENDRE LES DROITS DES LGBT+**

- Créer comme la ville de Berlin un musée de l'histoire LGBTQI pour lutter contre les préjugés.
- Exiger de l'État la mise en place de référent·e·s contre l'homophobie et pour l'accueil des victimes d'homophobie dans tous les commissariats parisiens.
- Former les agent·e·s d'accueil de tous les équipements publics de la ville de Paris à l'accueil des personnes trans et des familles homoparentales.
- Doublement du budget alloué à la subvention des associations LGBT.
- Donner plus de moyens financiers et humains au *Centre de santé sexuelle*.
- Concevoir et mettre en œuvre un plan global de santé FSF (femmes ayant des relations sexuelles avec des femmes) avec les partenaires et les associations.
- Donner plus de visibilité aux femmes lesbiennes dans l'espace public et aux associations de lutte contre la lesbophobie.
- Soutenir les femmes victimes de violences lesbophobes dans le monde.

### **LUTTE CONTRE LE RACISME ET POUR LES DROITS HUMAINS**

- Permettre aux résidents étrangers de voter lors des élections
- Créer un musée pour la mémoire de l'esclavage, de la traite et de leur abolition.
- Mettre fin à la traite des êtres humains par un soutien aux associations

et aux victimes lors des procès, à l'instar du procès du 57, boulevard de Strasbourg : exploitation des travailleur·se·s, prostitution, esclavage moderne.

- Développer un plan de prévention et de lutte contre les contrôles au faciès et les violences policières.

## **PROMOUVOIR UNE VILLE ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS**

Près de 7 % de la population parisienne est en situation de handicap. Cela rend d'autant plus essentiel pour la Ville de s'engager dans le domaine de l'éducation, du logement, du sport, des transports ou de l'accès à la citoyenneté, pour offrir à tou·te·s ses habitant·e·s les mêmes chances, les mêmes opportunités et la même qualité de service.

### **Nous proposons de :**

- Exiger de l'État une revalorisation de l'allocation adulte handicapé, notamment pour les personnes en couple.
- Exiger d'IDF Mobilités un grand plan d'investissement pour améliorer très fortement l'accessibilité du réseau métro et RER.
- Investir massivement pour rendre accessibles les bâtiments et les logements de la Ville.
- Renforcer les dispositifs municipaux pour l'emploi des personnes en situation de handicap.
- Augmenter le nombre d'auxiliaires de vie scolaire (AVS) et d'accompagnant·e·s d'élèves en situation de handicap (AESH) et repenser leur statut aujourd'hui précaire.
- Recruter un personnel formé dans tous les services de la Ville et ouvrir davantage d'établissements d'accueil pour les enfants, adolescents et adultes en situation de handicap.

## **PARIS, LA VILLE DE LA CULTURE POUR TOU·TE·S**

Nous avons l'ambition de faire de Paris la ville de la culture pour toutes et tous. Cela implique d'augmenter de manière significative le budget dédié et de donner davantage de moyens aux ateliers d'artistes.

### **Nous proposons :**

#### **POUR LES BIBLIOTHÈQUES ET MÉDIATHÈQUES**

- Prioriser le maintien des bibliothèques de proximité, car souvent plus accueillantes, mieux reliées au quartier, moins impressionnantes pour

ceux et celles qui ne sont pas familiarisé·e·s avec le livre et la lecture, plus proches aussi, notamment pour les plus anciens.

- Créer dix nouvelles médiathèques, en particulier dans les quartiers populaires.
- Plan parisien contre l'illettrisme et l'illectronisme.
- Développement des bibliothèques hors les murs dans les quartiers populaires et dans les espaces verts parisiens (conférence « Lire à la plage » au Tréport, point fixe de lecture pendant l'été au bois de Vincennes et aux Buttes-Chaumont).
- Mobiliser la Ville pour une offre de presse pluraliste, notamment par la mise à disposition de l'ensemble des quotidiens nationaux et l'élargissement des titres de la presse étrangère dans ces bibliothèques.

### **POUR UNE PRATIQUE DES ARTS ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBRE**

- Développer dans tous les arrondissements des maisons des pratiques amateurs (MPAA).
- Créer cinq nouveaux conservatoires.
- Développer les classes à horaires aménagés musique et théâtre (CHAM et CHAT).
- Apporter un important soutien aux librairies indépendantes qui assurent une animation culturelle dans leur quartier.
- Soutenir une politique publique d'éducation populaire en lien avec les conservatoires et les centres d'animation.

### **POUR UN LIEN AVEC LES ARTISTES**

- Remettre en avant l'exigence des projets urbains qui doivent tous prévoir un espace culturel accessible aux habitant·e·s du quartier concerné. D'autre part, certains de ces espaces peuvent être dédiés aux MPAA et permettre aussi la rencontre avec des artistes et acteurs·trices culturel·le·s.
- Démultiplier les projets, souvent fresque ou autre, dans les ensembles de logements sociaux : que les bailleurs généralisent ces projets culturels faisant se rencontrer artistes et habitant·e·s.
- Mettre en place une politique ambitieuse de préemption et de construction de lieux dédiés à la création (production, répétitions, diffusion, représentations) destinés aux petites et moyennes compagnies de théâtre, musique et danse, professionnelles, notamment le Conservatoire national supérieur d'art dramatique dans le 9<sup>e</sup>. Ainsi que pour l'exposition et la diffusion du travail des artistes plasticien·ne·s.
- Mettre en place un fonds municipal pour l'emploi pérenne dans le spectacle vivant et enregistré, ainsi que pour les métiers du livre et de l'édition.

### **POUR FACILITER LA VIE ET LE TRAVAIL DES ARTISTES DANS LA VILLE**

- Généraliser les expériences – dites de « lieux transitoires » – où avant de devenir un projet urbain, un espace peut être investi pour un temps donné à la fois par des artistes, des collectifs d'artistes, des associations favorisant l'accueil, l'éducation populaire, etc., et les habitant·e·s, comme maillon du tissu culturel parisien dans le cadre de réseaux d'éducation populaire.
- Obliger les bailleurs sociaux à mettre à disposition de la Ville des lieux qui pourraient devenir des espaces de travail pour des artistes, des collectifs, des troupes ou compagnie, partagés pour un temps donné dans la journée, ou sur quelques semaines (notamment pour les plasticien·ne·s compte tenu de la raréfaction des ateliers d'artiste : Créer à Paris. À cet effet il s'agira de réaliser un atelier d'artiste pour 100 logements dans tous les nouveaux programmes de logements sociaux.
- Mettre en œuvre en les articulant :
  - Une structure d'accompagnement des artistes relevant du RSA (20 % des artistes parisien·ne·s). 50 % de la population du spectacle est à Pôle emploi, qui ne sait pas répondre à leur problématique et encore moins à celle relevant du RSA.
  - Une plateforme de rencontre qui pourrait fournir des services et de l'aide aux artistes, une aide pour trouver les lieux cités plus haut, des endroits où rencontrer leurs confrères/sœurs et/ou des institutionnels susceptibles de s'intéresser à leur travail, des présentations, des subventions possibles pour leurs projets.

## **LES VACANCES, UN DROIT UNIVERSEL**

Chaque année les associations de jeunesse, de tourisme social et de plein air interpellent les pouvoirs publics sur le non-respect du droit aux vacances de millions de français·e·s. Aujourd'hui, un·e français·e sur deux ne part pas en vacances. Un enfant sur trois non plus ! Au regard du bien-être, de la vie en collectivité et du droit aux vacances des jeunes, cette situation est inacceptable. Il y a urgence à agir. Les vacances ne sont pas un luxe : elles sont un droit au même titre que l'accès aux loisirs ou à la culture. Elles sont une nécessité tant individuelle que collective.

Nous voulons des transformations profondes de nos politiques pour que le droit aux vacances soit pleinement intégré aux politiques familiales, sociales et de jeunesse de la Ville.

Nous proposons d'augmenter les crédits dédiés aux colonies de vacances à travers le dispositif *Vacances Arc-en-ciel* et *Vacances Paris jeunes* (16 à 30 ans). Nous voulons rendre plus accessible l'information sur les dispositifs d'aides au départ en vacances existant, notamment en direction des familles les plus modestes, grâce à un site regroupant tous les dispositifs. Et nous devons être plus attentifs aux personnes en situation de handicap pour qu'elles accèdent à ces dispositifs.

## **POUR UN SERVICE PUBLIC DU NUMÉRIQUE**

La dématérialisation et la démocratisation des usages numériques ne doivent pas être prétexte à la fermeture d'antennes de services publics et d'entreprises publiques telles que les caisses primaires d'assurance



maladie, centres des impôts ou boutiques SNCF. De même pour les services municipaux. Nous refusons ces fermetures.

**Nous proposons d'accompagner le développement numérique sans l'opposer au renforcement de la présence humaine dans les services publics. En ce sens, nous proposons les principes suivants :**

- L'objectif de toute numérisation ou dématérialisation doit être de rendre plus accessible et de simplifier pour toutes et tous l'usage des services publics. Pour toute démarche une alternative au numérique doit être proposée. Le choix pour l'utilisateur d'utiliser le numérique ne doit être ni contraint, ni irréversible. Ces processus de numérisation doivent être inclusifs pour toutes les personnes victimes d'un handicap.
- Une alternative à la possession d'un smartphone doit toujours être mise en place.
- Des permanences de quartier doivent être mises en place avec des accès sécurisés en libre service, des médiateur·trice·s et écrivain·e·s public·que·s numériques afin d'aider et de conseiller les usager·e·s dans leurs démarches.
- Le temps de travail libéré par la numérisation des démarches et les gains de productivité obtenus doivent être utilisés pour redéployer les agent·e·s afin d'améliorer la qualité du service public, de créer de nouveaux services et de renforcer la relation humaine, et non pour diminuer le nombre ou la qualification des agent·e·s territoriaux·ales.
- Les données personnelles collectées par la commune doivent être utilisées pour mettre en place des systèmes de veille afin d'informer individuellement les citoyen·ne·s des droits qu'ils/elles peuvent faire valoir et comment.
- Au-delà du Règlement général sur la protection des données (RGPD) chaque citoyen·ne doit être informé·e annuellement de l'usage qui a été fait des données personnelles qu'il/elle a communiquées aux services municipaux. Le stockage sur le territoire de l'Union européenne doit être garanti pour éviter l'application du droit américain sur ces données. Tout usage commercial de ces données doit être strictement exclu.
- Toute numérisation ou dématérialisation d'un service public affectant les usager·e·s doit faire l'objet d'un comité de pilotage en amont et en aval, associant citoyen·ne·s tiré·e·s au sort, élu·e·s et syndicats des agent·e·s territoriaux·ales.

**Concernant les autres enjeux de la ville numérique que sont la politique de la donnée, les plateformes coopératives et les tiers lieux, nous proposons de :**

- Remettre à plat la politique de la donnée à Paris, notamment concernant l'accès et l'exploitation des données de la Ville par les entreprises.
- Faire en sorte que la ville de Paris participe à la constitution des réseaux de plateformes coopératives pour faire reculer le capitalisme de plateforme
- Créer des maisons des tiers lieux pour inventer la Ville de façon non programmée, de laisser celles et ceux qui vivent sur le territoire le

dessiner selon leurs envies et leurs besoins.

## **DÉVELOPPER LE SPORT POUR TOUTES ET TOUS ET RÉUSSIR LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS 2024**

Le sport est un droit essentiel à l'émancipation de toutes et tous, la question de son accès est centrale dans notre ville alors que nous allons accueillir les Jeux olympiques et paralympiques. Le budget de fonctionnement consacré au développement du sport de proximité et au soutien aux associations doit être augmenté pour accueillir correctement toutes celles et ceux qui veulent pratiquer une activité physique et sportive.

De même, le taux d'équipement par habitant·e est bien en dessous de la moyenne régionale et l'un des plus bas sur le plan national. L'accès de nouveaux publics à la pratique d'un sport doit être au cœur de notre politique : quartiers populaires, féminisation des pratiques, accès des personnes en situation de handicap et seniors. L'objectif est désormais de construire un budget conséquent permettant de répondre à tous les besoins. Un budget sensible au genre pour en finir avec les impacts différenciés de l'action publique municipale sur les parisiennes et parisiens. La ville de Paris doit également envisager un grand plan de lutte contre le racisme et les LGBTphobies dans les stades et dans le sport en général.

Les Jeux olympiques à Paris en 2024 sont un enjeu social et solidaire fort pour la ville de Paris. Nous voulons placer ces JO sous conduite citoyenne car l'olympisme doit être l'affaire de tou·te·s et non de quelques-un·e·s. Ils doivent en ce sens être un accélérateur pour la création d'équipements sportifs de proximité et favoriser la pratique sportive de toutes et tous.

La finalité de l'accueil des Jeux olympiques doit être l'accès du plus grand nombre à la pratique sportive et l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyen·ne·s par une politique d'investissement et d'aménagement du territoire. Nous serons vigilant·e·s à ce que l'héritage soit au cœur du projet et se réalise. D'abord en obtenant la réalisation de nouveaux équipements sportifs de proximité mais également en impliquant les associations, les jeunes parisiens et parisiennes à travers les jeux sportifs scolaires.

Le groupe communiste a fait voter une délibération en 2018 pour la création de ces jeux, qui permettront dès 2020 aux jeunes parisien·ne·s de se rencontrer chaque année et d'inviter des jeunes du monde entier autour des valeurs du sport et de l'olympisme. Il s'agit de favoriser les rencontres entre écoles et collègues parisiens et des établissements partenaires européens et étrangers jusqu'en 2024.

Enfin, nous seront exigeant·e·s sur les conditions sociales et économiques du projet olympique suite à l'adoption de la Charte sociale Paris 2024 signée par l'ensemble des organisations syndicales et patronales. Cette chartre a pour objectif de déterminer et promouvoir les engagements pris sur la commande publique, avec 25 % des marchés réservés aux TPE, PME, structures de l'économie sociale et solidaire, et 10 % des heures de travail réservées à des personnes en insertion professionnelle.

### **Nous proposons :**

- le doublement des crédits de fonctionnement alloués au sport pour

toutes et tous et au soutien aux associations sportives.

- de créer 5 nouvelles piscines.
- de créer 20 nouveaux gymnases.
- de mettre en œuvre les jeux sportifs scolaires Je joue, je rencontre le monde, une manifestation annuelle mobilisant les élèves autour du sport mais aussi des valeurs de l'olympisme, la paix et la fraternité et la rencontre avec des élèves du monde entier.
- de mettre en place une démarche de formation préparatoire à tous les métiers et créneaux d'emplois que les JO vont susciter.
- de faire en sorte que les olympiades culturelles s'inscrivent dans une démarche culturelle de proximité dans l'esprit de l'éducation populaire.

## **PARIS, CAPITALE DE LA SOLIDARITÉ AVEC LES EXILÉ·E·S**

Les migrations s'accroissent. Crise économique, guerre et problèmes climatiques forcent de plus en plus de gens à se déplacer, à quitter leur pays pour essayer de trouver refuge dans un autre. Toutefois, cela ne signifie pas que nous sommes face à une arrivée massive de personnes. Pour l'essentiel tous ceux que la misère économique, les dérèglements climatiques ou les guerres contraignent à tout quitter, ne cherchent pas à venir en France ou en Europe. Seules 12 % des migrations se font du sud vers le nord, la plupart des migrants restant dans un pays voisin du leur. Sur les 4,3 millions de réfugiés syriens, 95 % ont été accueillis en Turquie, au Liban, en Égypte, en Irak et en Jordanie.

Une centaine de migrant·e·s arrivent chaque jour à Paris. Depuis 2015, des camps se forment régulièrement dans le nord-est parisien. Ils sont évacués, parfois brutalement, et se reforment presque aussitôt. Face à cette situation, grâce à l'action des élus PCF, la mairie de Paris a ouvert un centre d'accueil à la Chapelle et un autre a ouvert à Ivry. Ces centres ont été fermés car l'État refusait de les financer. Nous devons continuer à nous battre pour demander la création de 40 000 places d'hébergement d'urgence dans toute la France afin que tous les départements puissent accueillir des migrant·e·s mais aussi exiger la réquisition des immeubles vides ou la création de centres d'accueil. La mise à l'abri inconditionnelle de toutes et tous est de la responsabilité de l'État. Si nécessaire, comme l'a fait le maire de Montreuil, Paris doit se mettre hors-la-loi en pratiquant des réquisitions d'immeubles citoyennes.

## **AGIR POUR LES TRAVAILLEUR·SE·S SANS PAPIERS**

- Se battre pour un changement de la loi afin de permettre aux personnes dont la demande d'asile est étudiée de travailler. Lancer un vaste plan contre le travail dissimulé (en multipliant par deux le nombre d'inspecteurs du travail à Paris) et placer les travailleurs parisiens sous protection : toute personne qui travaille à Paris doit être considérée comme un citoyen de Paris et accompagné par la ville vers sa régularisation.

- Lutter contre la traite des êtres humains : la ville doit financer des campagnes de sensibilisation dans les lieux les plus sensibles (salons de massage, de coiffure afro, ongleries...) pour informer les travailleuses et travailleurs de leurs droits.
- Construire un autre regard sur l'immigration en développant des initiatives rendant visible notre mot d'ordre *Refugees welcome*.

## **POUR UNE VILLE DE PAIX, INTERNATIONALISTE ET OUVERTE SUR LE MONDE**

Nous voulons approfondir les relations de solidarité développées par la ville de Paris par la construction de coopérations qui contribuent à apporter des solutions communes face à la crise actuelle. Notre démarche se fonde sur la souveraineté des peuples et une coopération mutuellement avantageuse.

Les élu·e·s locaux·ales ont un rôle à jouer dans la construction d'une citoyenneté mondiale rassemblant les différences culturelles et porteuse de lien social au niveau local entre les parisien·ne·s dans toute leur diversité.

La ville de Paris peut construire, tout au long de la mandature et au-delà, de nouveaux liens d'amitié et de coopération avec d'autres villes visant à la convergence de luttes et de projets locaux portant l'ambition d'une société solidaire, ouverte, pacifiste et internationaliste. Elle peut renforcer son engagement dans les réseaux d'éducation à la paix et au développement ainsi que les mobilisations en faveur des droits de l'homme, des libertés, engager de grandes campagnes de solidarité, mettre fin aux actions de promotion et de valorisation de villes et d'États qui violent les conventions internationales, soutenir plus fortement les peuples qui luttent pour l'auto-détermination et la reconnaissance de leurs droits. Des villes kurdes, palestiniennes, sahraouies, ont besoin de solidarité et de visibilité.

## **PRÉVENTION ET SÉCURITÉ : POUR UN PARIS APAISÉ !**

La Ville ne doit pas se substituer à l'État, la police municipale à la police nationale, la vidéosurveillance à la présence humaine de proximité.

Paris ne manque pas de police : la proportion d'habitant·e·s par policier·e s'avère même la plus importante d'Europe. Mais à l'image de la petite couronne, les quartiers les plus populaires de la capitale sont moins bien couverts que les arrondissements du centre-ville et les secteurs les plus animés sur le plan commercial et touristique. Surtout, les services de la préfecture de police de Paris ont délaissé depuis près de vingt ans toute stratégie de rapprochement avec les citoyen·ne·s. Or, malgré ces effectifs, malgré une course aux armements et en dépit du développement de la couverture des dispositifs de vidéosurveillance, seules 3 % des interpellations débouchant sur une procédure judiciaire sont produites par la vidéosurveillance.

Les communistes sont hostiles à la création d'un corps de policiers municipaux pour les raisons suivantes :

- Il n'entre pas dans la compétence de la police municipale de lutter contre la délinquance astucieuse ou organisée qui nécessite une politique d'enquête au long cours menée par des officiers de police judiciaire expérimentés et en nombre suffisant
- La création d'une police municipale parisienne ira de pair avec un désengagement de l'État
- Compte tenu du statut particulier de Paris, c'est le préfet de police qui définira le cadre d'emploi des policier·e·s municipaux·ales, ce qui fera d'eux/elles des supplétif·ve·s de la police nationale, sans pour autant répondre aux incivilités et nuisances du quotidien des parisien·ne·s
  - le coût de l'opération revient à un transfert de charges lourd pour le budget de la Ville, au détriment d'autres priorités, notamment sociales.

**Nous proposons :**

### **UN ÉQUILIBRE ENTRE LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION :**

la ville doit veiller à ce que les pouvoirs publics agissent avec cohérence face aux plus petits comme aux plus riches.

### **LA COPRODUCTION DE LA SÉCURITÉ avec les maires d'arrondissements et les parisien·ne·s**

- Développer la politique de contractualisation de la prévention et de la sécurité mise en place par le contrat local de sécurité, décliné dans les arrondissements de la capitale à travers les contrats de prévention et de sécurité : dans le cadre du contrat local de sécurité, et sous réserve de la signature d'un protocole avec le procureur de la République, des instances de rappel à l'ordre seront mises en place sous la présidence du maire d'arrondissement, notamment en matière d'incivilités, de conflits de voisinage, de dégradations légères...
- Des dispositifs de justice restauratrice (ou réparatrice) seront mis en place dans tous les arrondissements. Prévus par la loi du 15 août 2014, possibles à tous les stades de procédure mais également à l'occasion de l'exécution de la peine, ces mesures associent des auteurs d'infraction pénale et des victimes en vue d'envisager ensemble les conséquences du conflit, et le cas échéant de trouver ensemble des solutions pour le surmonter, dans le but de rétablir la paix sociale. À cet égard, les jeunes joueront un rôle majeur. Trop souvent considérés comme les auteurs de troubles, alors qu'ils sont souvent les premières victimes des incivilités, bagarres, vols et rackets, ils doivent au contraire être les ambassadeurs de leur ville et de leur quartier autour d'un mot d'ordre : « Fier·e de mon quartier, fier·e de ma ville, Paris ».

### **LA SÉCURITÉ DES ESPACES PUBLICS**

Permettre aux professionnel·le·s de l'aménagement, de la gestion et animation des espaces publics de travailler ensemble à la sécurité de ces lieux en prenant mieux en compte dans leur conception même la variété des usages, les besoins des différents publics, y compris les minorités et les personnes les plus exposées, ainsi que l'objectif de cohésion sociale et d'inclusion.

## **2. LE PARI·S DE LA PLANÈTE UNE RÉVOLUTION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION À PARIS**

Qualité de l'air, alimentation, pics de chaleur... la question écologique est au cœur des préoccupations des parisiennes et parisiens.

Les problématiques de l'environnement, du social, de l'industrie et de la production sont liées. Il est nécessaire de conjuguer tous ces enjeux pour construire un projet écologique pour Paris.

Ce sont des investissements ambitieux en matière de transport, de rénovation énergétique des bâtiments, d'alimentation, de végétalisation qui permettront de transformer la ville et d'atteindre les objectifs de neutralité carbone.

Ces investissements, pourvoyeurs d'emplois de qualité dans tous les domaines, seront le levier de la transition écologique dans la ville. Pour parvenir à cet objectif, Paris doit être exemplaire pour responsabiliser les entreprises et les banques y opérant avec des objectifs chiffrés délibérés.

### **DES TRANSPORTS EN COMMUNS PUBLICS ET GRATUITS POUR LES PARISIEN·NE·S, C'EST POSSIBLE !**

**L'amélioration de la qualité de l'offre de transports en commun ainsi que son développement** pour resserrer les liens entre Paris et les territoires est nécessaire pour améliorer la qualité de l'air, faciliter les déplacements des franciliens et franciliennes. La priorité doit être donnée aux transports du quotidien.

C'est à cette condition que nous pourrions diminuer encore la place de la voiture dans Paris. Pour y parvenir, nous proposons de donner la priorité aux transports du quotidien, au développement du service public de transport ferré. Il est nécessaire en revanche de limiter la place de la voiture en ville, et notamment des voitures les plus polluantes, tout en pensant l'accompagnement social de cette mesure. Nous voulons aussi mettre en débat la question du transport aérien, qui est à lui seul responsable de près d'un tiers de l'empreinte carbone du territoire parisien.

#### **Nous proposons :**

- Lancement d'un nouveau projet de métro autour de Paris (Porte d'Auteuil > porte d'Orléans > Ivry > Montreuil > porte de Clignancourt > porte Maillot) pour à terme 1,5 million de trajets en plus en transport collectif chaque jour. Cette ligne, ajoutée aux travaux du Grand Paris Express, permettra de désengorger le réseau de transport, de le rendre plus agréable et pratique au quotidien.
- L'abandon du projet de liaison ferroviaire Charles-de-Gaulle Express

entre l'aéroport et la gare de l'Est. Ce train qui vise à rapprocher le transport aérien du centre de la ville est un non-sens écologique, économique et social ! Ce projet dispendieux ne dessert ni les arrondissements parisiens, ni les autres villes et départements qu'il traverse et exclut toute une partie de la population par son tracé et par le prix du billet, annoncé comme très élevé. Il vise une catégorie de voyageur·se·s fortuné·e·s, favorise le transport aérien au détriment des transports du quotidien. Il causera des désagréments nombreux aux usager·e·s du RER B qui ont besoin que l'on renforce les transports du quotidien. Ce projet doit donc être abandonné !

- L'abandon du projet Gare du Nord 2024, qui prévoit la privatisation de la gare en confiant sa gestion à une filiale d'Auchan. Ce projet prévoit d'augmenter considérablement les surfaces commerciales de la gare et relègue au second plan les services aux usager·e·s des transports.

Avec le développement des services publics de transport, **la place de la voiture peut encore reculer dans la ville et être repensée.**

**Nous proposons :**

- de continuer à développer sans attendre toutes les solutions techniques afin de réduire les pollutions qui viennent de l'usage massif de l'automobile : revêtements antibruit, murs antibruit et absorbant le CO<sub>2</sub>, réduction de l'usage de la voiture les jours de pics de pollution.
- de réserver une voie du périphérique dédiée au covoiturage, aux transports collectifs et aux véhicules propres de livraison.
- de couvrir le boulevard périphérique, à commencer par les segments en bordure des quartiers populaires de Paris, les plus soumis à la pollution atmosphérique, sonore et visuelle.
- l'instauration d'une critérisation réelle des véhicules automobiles, différente de celle qui existe aujourd'hui avec la vignette Crit'R : cette critérisation doit prendre en compte le coût écologique de la construction d'une voiture neuve. Des mesures doivent être proposées aux automobilistes qui possèdent de vieux véhicules polluants afin de les aider à acquérir une voiture moins polluante.

Nous proposons de **gagner de nouvelles mesures de gratuité des transports** pour certains publics. Lors de la mandature précédente, le groupe communiste a obtenu la gratuité des transports pour les enfants de 4 à 11 ans, la prise en charge de la moitié du titre de transport des collégien·ne·s et des lycéen·ne·s, et le remboursement sous condition de ressources d'une partie du *pass Navigo Émeraude Améthyste*.

Nous proposons de nouvelles étapes pour aller vers la gratuité des transports publics pour les parisien·ne·s :

- Gratuité des transports pour tous les jeunes de moins de 18 ans et les étudiant·e·s.
- Gratuité des transports publics pour toutes les personnes à revenu modeste (gratuité pour toutes les personnes à la CMU, l'AME, touchant la prime d'activité).

En tout, plus de 500 000 personnes supplémentaires bénéficieront de la

gratuité des transports publics, dans la perspective de la gratuité totale en 2030, lorsque le Grand Paris Express sera réalisé.

Parce que Paris fait partie d'une région, d'un réseau de transports et que la garantie du droit aux transports doit être pour toutes et tous, nous agissons pour que ces mesures de gratuité soient étendues à l'ensemble des 12 millions de francilien·ne·s.

En outre, nous interpellons l'État pour l'interdiction du *free floating* et des véhicules *Uber* en vertu de la déréglementation à laquelle participent ces activités et de leurs conséquences sociales, sur lesquelles la Ville n'a aujourd'hui pas de moyens d'action.

## LE PARI·S DU VÉLO

Il est indispensable de développer massivement les aménagements cyclables à Paris, mais aussi à l'échelle de la région. Notre objectif est d'atteindre au plus vite la part modale de 15 % de déplacements à vélo. C'est la création d'aménagement dédiés à la pratique du vélo qui permettra de faire progresser ce mode de transport doux, écologique et bon pour la santé. Pour parvenir à augmenter la place du vélo à Paris et la sécurité du vélo, il faut créer les conditions de l'émergence d'une réelle « culture du vélo » dans notre ville et plus globalement à l'échelle de la région : aménagements et infrastructures cyclables, location de vélo courte et longue durée, stationnement sécurisé, filière de réparation, éducation aux bonnes pratiques...

### Nous proposons :

- D'aménager plusieurs centaines de nouvelles pistes cyclables protégées sur les grands axes structurants de façon systématique avec la mise en œuvre d'un plan vélo de 500 millions d'euros au cours de la mandature : bouclage de la piste des maréchaux à l'ouest, grands boulevards, avenue Foch, avenue de la République, avenue Gambetta, boulevard Saint-Germain, boulevard de l'Hôpital...
- Instaurer la gratuité de l'abonnement Vélib pour les jeunes détenteurs de la carte *Imagin R*.
- Développer des actions de sensibilisation à l'usage du vélo pour les enfants et les adultes.
- Développer des vélobox dans la ville, solution de stationnement sécurisé qui permet d'éviter le vol de vélo.
- Développer la filière vélo dans Paris pour que les parisien·ne·s puissent entretenir et réparer leur vélo : soutenir les associations et structures de l'économie sociale et solidaire qui œuvrent dans ce domaine, de la production à la réparation pour en outre créer des emplois locaux et favoriser l'insertion.

## LE PARI·S DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS



Pour atteindre les objectifs du plan climat, soit la rénovation thermique de 40 000 logements sociaux et de 100 000 logements privés, 1 milliard d'euros doivent être investis au cours de la mandature.

En tant que collectivité, la ville de Paris a une responsabilité importante : elle gère 5 millions de mètres carrés de locaux. La rénovation thermique de ces bâtiments doit permettre de diminuer leur consommation énergétique pour atteindre les objectifs du plan climat.

Des innovations sont possibles et nécessaires pour atteindre nos objectifs. Par exemple, Paris habitat expérimente dans le 4<sup>e</sup> arrondissement un immeuble entièrement chauffé grâce à la chaleur du métro. Ces pratiques vertueuses qui permettent de diminuer notre consommation énergétique doivent être encouragées. Dans cette perspective, nous proposons de diminuer de 50 % au cours de la prochaine mandature la part de gaz naturel dans le chauffage urbain et de renégocier les contrats avec la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) pour les rendre plus attractifs que le gaz.

Avec l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des pics de chaleur, nous pensons nécessaire de revoir le confort d'été dans le cadre de la rénovation thermique des équipements publics. Nous proposons notamment l'adaptation des bâtiments scolaires aux pics de chaleur, avec la rénovation thermique des établissements, le développement de solutions passives de lutte contre la chaleur (volets, stores...) et le raccordement des écoles et collèges publics au réseau climatisé de froid urbain.

## **LE PARI-S DE LA VÉGÉTALISATION**

Pour adapter notre ville aux pics de chaleur, il est important de faire davantage de place à la végétalisation dans l'espace urbain. Faire plus de place à la nature en ville c'est aussi offrir un refuge à la biodiversité et permettre à de nombreuses espèces de se développer dans ces écosystèmes.

Nous voulons créer de grands espaces verts partout où cela est possible, végétaliser et réaménager dix grandes places pour faire revenir la nature en ville.

### **Nous proposons de :**

- planter 50 000 nouveaux arbres.
- créer de grands espaces verts partout où cela est possible (Chapelle-Charbon, tour Eiffel, porte de Vincennes, Invalides...)
- végétaliser et réaménager 10 grandes places.
- très nombreuses rues végétalisées, en priorité dans les quartiers les plus denses.
- réaménager progressivement toutes les cours d'école et de collège.
- désimperméabiliser 200 hectares de nouveaux espaces pour lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

- nous opposer au projet pharaonique et anachronique de l'hypercentre commercial *Europacity*, qui veut bétonner 80 hectares de terres agricoles.

## **LUTTER CONTRE LA POLLUTION SONORE ET LUMINEUSE**

La pollution sonore est un réel enjeu de santé publique alors que 85 % des parisien·ne·s sont exposé·e·s à des niveaux sonores gênants pour la santé, selon les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Le bruit, qui touche particulièrement les classes les plus modestes, est un facteur important d'inégalités et de déterminismes sociaux. Au-delà du plan de prévention du bruit de la dernière mandature, nous accélérerons le développement des bus électriques, augmenterons la pose de murs antibruit aux abords du boulevard périphérique et investirons dans l'isolation phonique des écoles et crèches.

Par ailleurs, la publicité à Paris comme ailleurs tente progressivement de se déployer sur des panneaux numériques, augmentant son pouvoir d'incitation à la surconsommation, son empreinte énergétique et écologique et la pollution lumineuse. Nous interdirons le développement de ces supports publicitaires numériques à Paris.

## **UNE ALIMENTATION SAINES ET ACCESSIBLE À TOUTES ET TOUS**

Aujourd'hui, l'alimentation est un marqueur de classe : les plus démunis et les classes populaires souffrent davantage d'obésité et de problèmes de santé liés à une mauvaise alimentation que les classes moyennes et plus aisées. Dans le même temps, Paris a une dépendance alimentaire très importante : un produit parcourt en moyenne 650 km avant d'être consommé à Paris.

Aussi, pour répondre à cet enjeu social et environnemental, nous voulons développer un service public de l'alimentation alimenté en circuit court. Nous voulons implanter des lieux qui permettent de distribuer une alimentation durable, saine et de saison, permettant une juste rémunération des producteur·trice·s, en particulier dans les quartiers prioritaires parisiens. Pour y parvenir, nous devons renforcer la solidarité entre la ville et la campagne et inciter à la conversion des agriculteurs et agricultrices à un mode de production biologique. Nous pouvons y parvenir par exemple via un modèle d'agriculture municipale installée sur les terrains appartenant à Eau de Paris pour préserver la ressource en eau sur ses lieux de captage, mais également en mettant en place un réseau d'agriculteur·trice·s responsables en circuit court avec des prix garantis.

### **Nous proposons de :**

- créer de nouvelles halles alimentaires dans tous les arrondissements présentant des quartiers prioritaires.

- lutter contre l'installation de supérettes en demandant à l'État de ramener à 400 m<sup>2</sup> le seuil à partir duquel la commission départementale d'aménagement commercial est saisie.
- créer une délégation à l'alimentation durable pilotée par un·e adjoint·e pour atteindre nos objectifs.
- recréer une ceinture maraîchère autour de Paris et de soutenir l'installation de nouveaux agriculteur·trice·s
- créer une légumerie municipale pour préparer à la livraison les légumes livrés en vrac sortis du champ et non nettoyés par les agriculteurs et petits producteurs.
- soutenir l'agriculture biologique en Île-de-France.
- soutenir les agriculteur·trice·s situé·e·s à proximité des zones de captages d'Eau de Paris par une aide à la conversion en bio.
- renforcer l'aide sociale alimentaire par des paniers solidaires.
- développer un plan contre le gaspillage alimentaire.

## **AGIR POUR UN SERVICE PUBLIC MUNICIPAL DE LA RESTAURATION SCOLAIRE À PARIS**

Dans certains arrondissement tels que le 18e ou le 2e la restauration scolaire a été confiée à de grandes entreprises qui, via une cuisine centrale, servent chaque jour des dizaines de milliers de repas aux enfants. Ce système est aujourd'hui désuet. Les attentes des parisien·ne·s ont changé. Aussi bien quant au contenu de l'assiette servie, qu'à son mode de production ou encore à l'origine des produits utilisés. Il faut aujourd'hui des cantines au plus près des écoles.

### **Nous proposons :**

- une municipalisation des cantines dans les arrondissements où ce n'est pas encore fait et un plan ambitieux de reconstruction de cantines dans les établissements scolaires ou groupe d'établissement, à taille humaine, au plus proche des enfants.
- d'inciter les caisses des écoles à investir dans des dispositifs d'amélioration de la restauration (utilisation de produits locaux et sans pesticides, information sur la nutrition), à l'instar de la démarche Mon restau responsable et généraliser la collecte des biodéchets permettant d'alimenter les usines de méthanisation.
- 100 % de produits bio ou issus d'une agriculture durable (en circuit court, produits labellisés) dans les cantines des écoles et collèges.
- de promouvoir le lien entre les écoles et la campagne : mise en place d'un partenariat des écoles avec les producteurs bio fournissant leur cantine selon des modalités variables suivant les dispositifs mis en place : séjour d'une journée dans l'année, voyage de découverte, classe verte, visite des producteurs dans les classes avec présentation de leurs produits, de leur métier...

## LE PARI-S DU ZÉRO DÉCHET

La question de la collecte des déchets est une prérogative importante de la ville de Paris. Il est important d'avoir des objectifs de réduction de la production des déchets à la source : le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.

Aussi, nous voulons favoriser toutes les productions de biens durables, réparables et recyclables. Dans cette perspective, la création de nouvelles ressourceries permettra de prolonger la durée de vie des objets et de réduire la production de déchets. C'est aussi une solution pour créer de l'emploi local et favoriser l'insertion.

Le traitement des déchets est un service public, qui doit allier les objectifs sociaux et écologiques poursuivis par notre collectivité. Les déchets ne doivent pas être une manne financière pour de grands groupes qui profitent des bas salaires dans ce secteur pour faire d'importantes marges et bénéfiques au détriment de l'intérêt général. Une gestion municipale de la collecte des déchets permettrait en bout de course à la ville de faire des économies car la tonne de déchets ramassée par le privé coûte 15 euros plus cher que par le public. Aussi, nous proposons de remunicipaliser la collecte des déchets, qui est effectuée par des entreprises privées dans dix arrondissements. Un service public des déchets unifié sur tout le territoire parisien permettra de revoir la tournée de ramassage des déchets : une tournée effectuée le matin, en un seul tour, pour faire un grand coup de propre le matin et de limiter l'impression de saleté de la ville liée à la présence de bacs sortis à toutes heures de la journée. Ce sera aussi l'occasion de mettre en place un plan antigaspillage.

### **Nous proposons de :**

- remunicipaliser la collecte des déchets dans les dix arrondissements où elle est effectuée par le privé
- revoir la tournée de collecte des déchets pour la faire en un seul tour
- mettre un plan antigaspillage
- créer de nouvelles ressourceries
- généraliser les rues *0 déchet*
- installer des centaines de nouvelles fontaines d'Eau de Paris partout dans la ville pour lutter contre le plastique
- mettre en place des toilettes sèches à vocation d'utilisation de compost.

## UN EMPLOI DE QUALITÉ POUR CHACUN·E

La Ville inscrira ses actions au-delà du rapprochement de l'offre et de la demande, pour développer une politique d'incitation audacieuse qui articule la lutte contre le chômage par la montée en compétences et qualification des personnes qui est la clé principale de cette lutte, tout en développant un nouveau type de partenariat avec les entreprises au service de progrès économiques, sociaux et environnementaux.

Attachée au maintien des structures de proximité des services publics, vecteur essentiel d'intégration sociale, elle s'assurera de leur maintien, de la professionnalisation et du statut des personnels.

Elle continuera à soutenir les projets dans le domaine du numérique et de *Fabriqué à Paris* comme dans celui de l'accompagnement avec le soutien de l'EPEC, de la Mission locale, etc.

C'est cette même approche qui nous amènera à aider les associations dans leurs actions d'accompagnement à l'emploi.

### **Nous proposons de :**

- relancer un grand plan de résorption de la précarité des personnels de la Ville et de créer les emplois stables et correctement rémunérés avec les formations nécessaires pour un service public de qualité. Améliorer l'accès des agent·e·s de la Ville à la médecine du travail avec des visites des médecins sur les postes de travail.
- réorienter les aides à la création d'entreprise en direction d'entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire créées par les parisien·ne·s sur la base de critères sociaux et environnementaux.
- étendre l'expérimentation *Zéro chômeur de longue durée*.
- intervenir auprès de la région afin que soit créé un Fonds régional pour l'emploi et la formation (FREF).

## **RESPONSABILISER LES BANQUES ET LES ENTREPRISES**

- Création de comités d'alerte et de propositions associant représentant·e·s des salarié·e·s, citoyen·ne·s, élu·e·s, pour réaliser les objectifs sociaux et écologiques décidés.
- Création d'une conférence départementale annuelle associant toutes les parties pour délibérer des objectifs à atteindre, du suivi, de leur réalisation et de la mobilisation des moyens financiers nécessaires.

## **RELOCALISER DES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES ET ARTISANALES D'AVENIR À PARIS**

Pour construire une ville durable, dans laquelle se conjuguent les enjeux sociaux et environnementaux, nous proposons de construire autrement les processus par lesquels la ville importe, consomme et exporte les matières et les déchets. Nous voulons favoriser l'émergence d'une économie décarbonnée et assise sur la création d'emplois non délocalisables. Il s'agit de développer une politique s'appuyant sur la valorisation de la production locale, dans une logique vertueuse tant socialement que pour l'environnement. Dans le prolongement de la mission d'information

*Fabriqué à Paris*, nous proposons de :

- développer une politique de consommation responsable autour du label *Fabriqué à Paris*, avec les artisans, PME et TPE qui s'engagent sur des critères sociaux et environnementaux dans leur fabrication. Favoriser la vente des produits fabriqués à Paris sur les marchés de Noël, au pied de la tour Eiffel et dans d'autres lieux touristiques.
- mettre en place un mécanisme de protection et de reconquête des lieux de production en imposant que toutes les surfaces industrielles ou artisanales soient conservées dans toutes les constructions nouvelles et nouveaux quartiers comme Bercy Charenton.
- soutenir les nouvelles formes de production et d'organisation du travail, coopératives, fab labs, tiers lieux.
- investir dans de nouveaux hôtels industriels et artisanaux avec nos bailleurs sociaux.
- favoriser le développement de l'Économie sociale et solidaire et les coopératives en faisant en sorte que la Ville entre au capital des entreprises de l'ESS et des coopératives qui le souhaitent. Renforcer les clauses sociales à hauteur de 20 % dans les marchés publics de la ville.
- aider les travailleur·euse·s ubérisé·e·s, tels que les livreur·se·s à vélo, en les incitant à se constituer en coopérative, en leur donnant accès à des locaux à prix raisonnables.
- renforcer la politique de soutien aux jeunes artisan·e·s engagée avec la Société d'économie mixte de la ville de Paris Semaest et les ateliers de Paris, en ouvrant de nouveaux ateliers de Paris dans des locaux à prix raisonnables, pour disposer d'espaces ressources, d'échanges et de partage.
- modifier le Plan local d'urbanisme pour interdire le lancement de nouveaux projets d'immobilier tertiaire dans le centre ou l'ouest de Paris.
- donner une place au fret fluvial et ferroviaire. À cet effet il est possible d'utiliser la petite ceinture de l'est parisien. Cette petite ceinture est reliée au réseau ferré national, à la route et au fleuve. Les marchandises non produites à Paris seraient acheminées jusqu'à des plateformes logistiques et le dernier kilomètre assuré par des véhicules légers non polluants et des coopératives vélo-livraison à développer. Les petites gares seraient utilisées comme plateformes de livraison, de remisage, et d'atelier du dernier kilomètre.
- structurer le tourisme industriel par une ouverture des unités de production, de fabrication et visites d'atelier.

### 3. LE PARI-S DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

La ville de Paris est pleinement engagée dans la conduite de politiques publiques participatives. Conseils de quartier, budgets participatifs, consultations citoyennes, les habitant·e·s sont invité·e·s à participer toujours davantage à la mise en place des projets municipaux.

Mais nous devons encore renforcer cette coconstruction. Communistes, nous avons la conviction que la construction d'une politique est aussi importante que la politique elle-même. Si nous prenons conscience de cette nécessité, alors nous reprendrons du pouvoir sur les choix de notre ville qui engagent notre avenir.

Nous voulons donner les moyens aux habitant·e·s d'exercer leur pouvoir démocratique et d'être force de proposition, élaboration et décision. Les parisien·ne·s doivent être impliqué·e·s de l'élaboration à l'aboutissement des projets.

#### **Nous proposons de :**

- mettre en place un accompagnement réel des porteurs de projets aux budgets participatifs, avec notamment la mise en place systématique d'ateliers participatifs par quartiers coorganisés par les habitant·e·s et la Ville pour que ces démarches deviennent réellement collectives. Nous veillerons en outre à ce que les budgets participatifs ne concernent pas des missions obligatoires de la Ville.
- expérimenter un référendum d'initiative citoyenne (RIC) à l'échelle du Conseil de Paris, mobilisable par 5 % des résident·e·s de la ville.
- créer des commissions participatives pour toutes les délégations de la ville afin de faire émerger des projets concrets. Les réunir une fois par semestre. Créer des groupes actions -projet pour étudier ces nouveaux projets en collaboration avec les agents techniques et administratifs de l'hôtel de ville.
- accorder le droit de vote à tou·te·s les résident·e·s parisien·ne·s pour tous les scrutins locaux (budget participatif, référendum d'initiative citoyenne, etc.)
- travailler avec les conseils de quartiers pour renforcer leur représentativité, développer leurs prérogatives et permettre à des représentant·e·s de conseil de quartier de participer au conseil d'arrondissement pour y intervenir officiellement lors des débats.
- développer les conseils municipaux des enfants en lien avec le Conseil parisien de la jeunesse.
- créer un conseil annuel de l'écologie pour les élèves parisien·ne·s du CM2 à la terminale, qui chaque année ferait le bilan de la vie à Paris et des préconisations.
- encourager et développer le tissu associatif, notamment dans les

quartiers à habitat social.

- se mobiliser pour le respect de la loi garantissant la mise à disposition de panneaux d'affichage pour libre expression dans l'espace public.
- rendre public l'agenda des maires d'arrondissement, renforcer le travail de proximité des élu·e·s dans les arrondissements, développer la communication de la Ville sur l'ensemble des projets municipaux et réunions publiques, développer les balades urbaines associant élu·e·s, agent·e·s de la Ville et habitant·e·s pour mieux répondre aux besoins.



## 4. POUR UN GRAND PARIS DE L'ÉGALITÉ

Née de la volonté des collectivités de plus et mieux travailler ensemble, la Métropole aurait pu rester cette communauté de projets comme le souhaitent la majorité des élu·e·s de la future zone métropolitaine. Pourtant, cette Métropole du Grand Paris, comme toutes les autres métropoles françaises est mal née. Elle a été créée sans que réellement la population ait été associée aux choix et à la logique de sa création. Le groupe communiste à Paris avait demandé que la population soit consultée par référendum pour sa création, ce qui a été refusé. De fait, elle reste encore perçue comme technocratique, éloignée du peuple et peu connue. Notre Métropole du Grand Paris est fille d'un compromis difficile entre ceux qui souhaitent plus d'intégration communautaire et ceux qui restent attachés aux communes et aux liens de proximité, comme le souhaitent les communistes.

Mais en attendant la Métropole existe et les élu·e·s communistes n'ont pas fait la politique de la chaise vide ou de l'opposition systématique. Nous y avons porté le respect de l'autonomie des communes et des territoires. Pour les élu·e·s communistes de la ville de Paris, la Métropole doit avoir le projet d'améliorer la vie de celles et ceux qui vivent et travaillent sur ce territoire dans toutes leurs dimensions, individuelles et collectives.

Les élu·e·s parisien·ne·s continueront de porter à l'échelle du Grand Paris une ambition d'égalité, de solidarité pour l'humain et la planète.

### **Un Grand Paris de l'égalité doit être :**

- un Grand Paris qui agit enfin pour rééquilibrer la région et stopper la dérive du toujours plus de bureaux à l'ouest et de dortoirs à l'est. Un Grand Paris qui instaure un moratoire sur la construction de bureaux à l'ouest.
- un Grand Paris du logement pour tous, avec plus de 30 % de logements sociaux dans toutes les communes de la Métropole.
- un Grand Paris des transports pour tous, qui investit pour l'avenir et contre la pollution. Le Grand Paris Express doit être achevé au plus vite et complété par une nouvelle ligne de métro autour du périphérique et de RER enfin rénovés.
- un Grand Paris du vélo : il faut au plus vite investir 2 milliards d'euros dans un Réseau Express Vélo qui permette de démultiplier le nombre de déplacements à vélo.
- un Grand Paris de la végétalisation et des espaces verts : à l'échelle de la Métropole, il faut créer plusieurs milliers d'hectares d'espaces végétalisés et de nombreux nouveaux grands parcs de dizaines d'hectares
- un Grand Paris des services et des équipements publics : de nombreux territoires de la Métropole sont parmi les moins équipés de France en matière d'équipements publics. Il y a urgence à investir dans le sport, la culture, la jeunesse, la santé, la petite enfance...

- un Grand Paris qui met la culture comme construction de l'identité métropolitaine
- un Grand Paris de l'alimentation de qualité pour tous : la ceinture verte du Grand Paris et l'agriculture d'Île-de-France sont notre bien commun. La production agricole de qualité doit être soutenue, encouragée, et distribuée en priorité.
- un Grand Paris de l'industrie et de l'artisanat : les activités industrielles et artisanales, chassées par la spéculation, doivent être réintroduites dans le tissu métropolitain via la maîtrise foncière publique, seule à même d'offrir des terrains à des prix abordables.
- un Grand Paris qui protège les zones agricoles.
- un Grand Paris qui renforce des zones à faibles émissions (ZFE).

## **5. DE NOUVEAUX FINANCEMENTS POUR UN PARIS DES SERVICES PUBLICS, DE LA CRÉATION DE RICHESSES AU BÉNÉFICE DE TOU·TE·S LES HABITANT·E·S**

Paris, la ville-monde, la place financière dont Emmanuel Macron et ses inspireurs veulent faire une plaque tournante de la circulation des capitaux en rivalité avec Londres, Francfort, Zurich... sera-t-elle un des leviers de la mondialisation capitaliste et des fléaux qui l'accompagnent ? Ou sera-t-elle, non pas une protection contre ces fléaux mais un levier pour une autre perspective, qui permette à toutes celles et à tous ceux qui le souhaitent de bien vivre à Paris ?

En proposant d'agir face à la spéculation immobilière et d'aller à la conquête de nouveaux services publics, nous préconisons une politique qui va à rebours des orientations aujourd'hui mises en œuvre à l'échelle nationale. Ces politiques d'austérité sont doublement désastreuses. Elles pèsent d'abord sur la vie quotidienne des habitant·e·s de notre ville puisqu'elles se traduisent par une dégradation des services publics d'État. Dans le même temps, le choix de baisser la dépense publique conduit également à une diminution drastique des crédits attribués par l'État aux collectivités locales. Et cette baisse intervient à l'heure où, pour faire face à la crise économique et sociale, les habitant·e·s ont plus que jamais besoin de services publics de proximité. Il est donc clair qu'une politique de gauche digne de ce nom à Paris devra s'inscrire en faux contre ces logiques. Il s'agit pour nous de faire de notre ville un pôle de résistance aux politiques qu'elles inspirent.

Nous ne considérons pas que la baisse de la dépense publique, à Paris comme ailleurs, soit un objectif louable. Nous ne pensons pas que la diminution de la « masse salariale » puisse être la boussole d'une politique de ressources humaines. Nous constatons, au contraire, que le service public, y compris à Paris, souffre d'un manque de personnel et qu'il faudra donc embaucher autant de personnel que nécessaire afin de permettre aux services publics de vivre et de se développer. Parce que nous sommes Paris, parce que notre ville est la capitale de la France, nous sommes investis d'une responsabilité particulière.

### **INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS**

Nous voulons réaliser 10 milliards d'euros d'investissement au cours de la mandature, dont 3 milliards pour le logement et 3 pour le climat.

Paris n'a pas baissé ses dépenses, n'a pas augmenté les impôts, mais a augmenté les droits de mutations à titre onéreux (DMTO) et la dette pour faire face à cette situation. Cette dette n'est pas excessive mais, comme elle a été contractée pour près des trois quarts par emprunt sur les marchés financiers, elle rend la Ville vulnérable aux aléas des marchés, et en

particulier à une éventuelle remontée des taux. Il est donc vital d'exiger des banques qu'elles assument leur responsabilité sociale, et qu'elles financent les investissements destinés à développer les services publics avec leur formidable pouvoir de création monétaire.

Nous demanderons aux banques, qui accumulent plus de 400 milliards de dépôts bancaires des parisien-ne-s, des prêts à taux 0 à Paris pour financer les investissements publics, sociaux et écologiques de la Ville. Ces prêts pourront être complétés par les prêts d'un fonds de développement économique, social et écologique européen financé par la BCE, comme le préconisait déjà le vœu du groupe communiste adopté par le Conseil de Paris à la séance des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016.

## **FINANCER L'EMPLOI ET LA CRÉATION DE RICHESSES À PARIS**

La mondialisation capitaliste voue Paris à la finance, à la spéculation foncière, au tourisme. Nous voulons vivre dans un Paris où les entreprises créent des richesses et où leur activité bénéficie à toute la population. Le label Fabriquer à Paris montre le potentiel qui existe dans le tissu des petites entreprises et de l'artisanat. Il faut aussi agir pour que la sécurisation de l'emploi et de la formation des travailleur·euse-s, la création de valeur ajoutée, la recherche, l'économie d'énergie et de ressources naturelles deviennent des priorités pour toutes les entreprises implantées à Paris, avec comme levier une mobilisation des crédits bancaires.

C'est le sens de notre demande de création d'un fonds régional pour l'emploi et la formation qui accorderait des bonifications d'intérêts et des garanties aux crédits répondant à des critères précis d'efficacité économique, sociale et écologique.

Contre la mise en concurrence des territoires et le chantage à la localisation des activités, au gré des restructurations des chaînes d'activité mondiales décidées par les multinationales, cette politique sera la base d'une nouvelle solidarité entre Paris et le territoire qui l'environne, non seulement à l'échelle du Grand Paris mais au-delà, à la dimension européenne et mondiale de la métropole parisienne.

## **UN PARIS ENGAGÉ POUR UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE ET PLUS EFFICACE**

La création de richesses et le bien-être des parisien-ne-s passe aussi par une fiscalité incitative, pour contribuer à changer le comportement des entreprises, en particulier les grandes multinationales particulièrement présentes à Paris. Ainsi, nous voulons :

- interpellier le pouvoir national pour créer un impôt territorial des entreprises incitant à économiser le capital matériel et financier, et pour augmenter le versement transports.
- amplifier la lutte contre l'évasion fiscale, notamment celle commise par les GAFAM, au regard de leur poids dans la capitale. Des centaines de millions d'euros de recettes fiscales peuvent être ainsi récupérées par l'État.